

Gaston CALMETTE

Directeur-Gérant

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)

POUR LA PUBLICITÉ

S'adresser, 26, rue Drouot
à l'hôtel du « FIGARO »

ET POUR LES ANNONCES ET RÉCLAMES

Chez MM. LAGRANGE, CERF & C^{ie}
8, place de la Bourse

SOMMAIRE

PAGES 1, 2 ET 3

La Bonne Maison : FEMINA.
La Vie de Paris : La Bulgarie à Paris : Régis GIGNOUX.
L'affaire « Chantecler » : L'ESTRANGE.
Le five o'clock du « Figaro » : FABIEN.
A l'étranger : EUGÈNE LAUTIER.
Dessin : Le bon gardien : ABEL FAIVRE.
Lettre de Russie : RENÉ MARCHAND.
Une Voyante : CH. DAZZAT.
Le monde religieux : Evêque et ministre : JULIEN DE NARFON.

PAGES 4, 5 ET 6

Lettres d'une vieille dame : DELPHINE.
Journaux et Revues : ANDRÉ BEAUNIER.
Une ascension tragique : S. F.
Le tremblement de terre.
Gazette des Tribunaux : Le drame de la rue de la Pépinière : GEORGES CLARETIE.
En Allemagne : Munich : JULES HURET.
La Question du drapeau : J. DU BOURG.
« Javotte » : RENÉ LARA.
L'Opéra : G. DAVENAY.
Feuilleton : Métropolis : UPTON SINCLAIR.

La Bonne Maison

Il m'arrive de tomber en des songeries perplexes, quand je reçois un de ces petits papiers au moyen desquels les établissements de crédit avertissent leurs clients qu'ils viennent d'encaisser pour eux les « coupons » de ceci ou de cela.

Ils représentent de l'argent, ces petits papiers, l'argent, avec ses possibilités bonnes et mauvaises. Ils représentent d'autres choses encore... bien d'autres choses. Cent images diverses se lèvent de leurs formules mystérieusement abrégées. Les noms des contrées exotiques ou des régions familières, l'indication rapide des industries évoquent d'ardents paysages, des usines noires, des trains frémissants, le bruit assourdissant des marteaux, la leur d'une fournaise, des palmiers froissés par le vent, du charbon qui s'entasse, la grande mer. Puis, la pensée se précipitant, on aperçoit la parcelle de civilisation dont le capital confié a été le moyen : la terre plus soumise à l'homme, lui livrant ses richesses et ses espaces, la vie facilitée, les lointains et les esprits rapprochés. On voit cela, et c'est de quoi prendre quelque tendresse pour les petits papiers, résultats de si belles entreprises... Afin d'être tout à fait content, on devrait ne pas pousser plus avant la rêverie ; mais on la pousse plus avant et alors, les petits papiers révèlent un autre aspect. Chacun d'eux raconte son histoire... histoire cruelle ou déplaisante. Celui de la mine paraît de sombres vies et de morts atroces dans les ténébreux. Celui du chemin de fer dit l'accident brutal, les wagons qui s'écrasent, les corps broyés. Il y a les emprunts des villes, qui montrent à l'esprit des rues sales, une circulation empêchée, une police inefficace, de la beauté détruite, les suites enfin de l'emploi fait par une administration imparfaite — et il n'en est guère d'autres ! — de l'argent qu'on lui livre. Il y a les valeurs industrielles, qui semblent réclamer la longue liste des maladies nées du travail. Il y a les rentes d'Etat : les unes rappellent le détestable fonctionnement des services, l'insuffisance des dépenses utiles, l'excès des autres ; la gêne, les tracasseries, les vexations de toutes sortes dont l'Etat fournit généralement ses enfants bien-aimés. S'agit-il de rentes étrangères ? Ah ! c'est plus grave ! Les fonds, en s'exportant, ne vont-ils pas servir à l'entretien des armées, à l'accroissement des flottes qui peuvent un jour s'opposer aux nôtres ? ou aller au développement des industries qui peuvent écraser notre industrie ?... Tous ces petits papiers, quand on les regarde bien, apparaissent surchargés de tragiques arabesques. Ils signifient : activité, progrès, élargissement du domaine matériel et moral de l'humanité, sans doute ! et puis ils signifient encore : peine, risque, menace... On voudrait, car on est chimérique, en rencontrer, parmi ces papiers bavards, qui parlent sans cesse d'efforts sans péril, de victoires sans victimes. On voudrait, pour avoir le cœur tranquille, en trouver un, au moins, qui fût produit par le bonheur de ceux qui produisent la richesse. Ah ! le cher petit papier ! comme on aimerait le respectable, le gentil argent dont il se serait le signe : l'argent du bonheur !

Eh bien, pour goûter le rassurant plaisir de recevoir cet argent-là, il existe un moyen, très simple, très facile ! Il suffit de collaborer à l'une de ces œuvres admirablement intelligentes : les logements à bon marché.

Tous les lecteurs du Figaro savent quelles menaces pour la salubrité publique représentent les taudis où les familles ouvrières s'empilent, sans place suffisante, sans air et sans eau. M. Strauss nous a renseignés dans ses beaux articles, d'une si poignante évidence, d'une telle force persuasive. Grâce à lui, l'attention s'est fixée sur les graves problèmes de l'hygiène, elle s'y attache chaque jour davantage. Il a fait connaître le mal et donné l'ardent désir du remède.

La famille de Rothschild, on s'en souvient, a consacré dix millions à bâtir plusieurs immeubles, où, pour un loyer modique, les travailleurs trouvent dans un espace suffisant le moyen de respirer à l'aise, de voir clair et d'être propres. Cette généreuse initiative, et si bien entendue, devait en susciter d'autres, ainsi en a-t-il été !

J'ai l'esprit tout plein des plans que vient de me montrer et de m'expliquer un de mes amis, architecte de talent,

chargé de construire une maison ouvrière, pour le compte d'une société nouvellement fondée et dont le succès paraît certain.

Jusqu'ici on avait toujours placé ces maisons salubres dans des quartiers éloignés du centre. Celle-ci s'élèvera en plein cœur de Paris, de façon à permettre à ses locataires de rentrer chez eux pour déjeuner. Elle contiendra soixante-huit logements — chacun ayant son balcon — des bains, un lavoir, un séchoir qui, pour des sommes insignifiantes, seront mis à la disposition des habitants. Au centre, une grande cour plantée d'arbres, où les enfants joueront. Tout cela sera loué à des prix inférieurs de 25 0/0 aux prix des misérables taudis que l'on trouve dans le même quartier.

Ce qui distingue de telles entreprises, ce qui doit, il me semble, étendre leurs effets bien au-delà des limites prévues, c'est que, conçues par des esprits largement charitables, elles n'ont pas le caractère de l'aumône, mais celui de la collaboration. Les souscripteurs acceptent de ne pas toucher l'intérêt de leur capital pendant que dure la construction, et ensuite se contentent d'un intérêt de 3 0/0. Mais ils le touchent enfin, cet intérêt, sûrement et avec régularité. Le revenu est modique, c'est un revenu pourtant. Ils n'ont pas fait un don, ils ont fait un placement. Là se trouve la force, le sens, l'efficacité de la combinaison.

L'aumône, chose admirable, a, n'en doutons pas, contribué à maintenir l'équilibre social, elle est le palliatif de l'injustice. Or l'injustice doit diminuer sur la terre — elle diminue, quoi qu'on pense les âmes chagrines — et le jour doit venir où l'aumône cessera d'être la nécessité pressante qu'elle est encore, où les intérêts des hommes devenus convergents, il ne sera plus indispensable de se sacrifier si l'on veut se procurer ; où, pour toute aide reçue on payera un loyer, comme font les habitants des bonnes maisons claires et saines.

L'aumône, qui conserve la vie physique et diminue la douleur, affaiblit la vie morale, car elle atrophie l'instinct d'indépendance. Au contraire, dans des créations comme celle qui nous occupe on aperçoit en pleine activité le meilleur de cet esprit moderne qui, courageux et sage, cherche à exalter en chacun le sens de la liberté, et le sens de la responsabilité, son contrepoids. Les travailleurs qui auront payé un loyer modique pour un appartement commode et plaisant se trouveront en état de liberté vis-à-vis de ceux à qui ils le payent, et, probablement, grâce à cette liberté, ils jugeront à sa valeur le service rendu : le bienfait sans humiliation.

Quelles modifications profondes ces demeures pleines d'air et de lumière n'apporteront-elles pas chez ceux qui les habiteront ! Nous savons déjà qu'elles sont le seul moyen sérieux de lutter contre la tuberculose ; nous ignorons encore quels bacilles du cœur et de l'esprit elles détruiront peut-être.

Tous nous avons constaté, nous les heureux, l'influence qu'exerce le logis sur les caractères. Il y a des appartements où l'on est toujours de mauvaise humeur, d'autres où on est découragé sans cause ; certains inclinent aux concessions, il s'en trouve de si parfaites jusqu'à en faire partie. Cela tient à des éclairages particuliers, à la dimension des pièces, à des rythmes secrets. Nous sommes froissés insupportablement par telle incommodité de distribution, telle mauvaise coupe de panneau ou de porte, nous les nerveux, les délicats. Et eux, eux qui ont travaillé tout le jour et qui rentrent dans la pièce unique où les enfants grouillent dans l'encombrement, où l'on ne fait pas un geste sans rencontrer quelque obstacle, où la fenêtre est placée de sorte qu'il faille la tenir close tout l'hiver, qu'éprouvent-ils ? Les maladies de leurs corps se développent et se propagent, et les maladies de leurs âmes, agitées par la fatigue, la gêne musculaire, le défaut de silence et de paix, que deviennent-elles ? Nous vivons sur tout des images suscitées par la réalité, eux aussi : sur quelles images l'enfant ne s'élève-t-il pas ? sur quelles images l'adulte ne s'élève-t-il pas ? sur quelles images l'adulte ne s'élève-t-il pas ? sur quelles images l'adulte ne s'élève-t-il pas ?

Mais voici tous ces gens dans la bonne maison que mon ami l'architecte va bâtir, — elle sera bientôt faite, car les concours généreux ne manquent pas et il s'en trouvera d'autres encore. Les voilà, parents et petits, vieilles gens qui ont acquis leur droit au repos, jeunes gens qui s'embarquent pour la vie, les voilà et d'abord on leur a donné de la place, ce premier des luxes. La place, et avec elle la possibilité de l'intimité. Le mari et la femme pourront, le soir, les enfants couchés dans la pièce voisine, causer ensemble avec autour d'eux le sentiment de la paix et de la liberté qui délassent autant et mieux encore que le loisir. L'été, sur leur balcon, il leur sera permis de regarder le ciel. Et ne pensez pas que ce ne soit rien que d'apercevoir le ciel ! C'est une des nombreuses choses auxquelles les pauvres n'ont pas droit. Dans ces chambres claires où l'on respire aisément, ils apprendront le nécessaire, le purifiant amour du chez-soi. Le chez-soi, c'est une prolongation de la personne humaine, comme la famille et la propriété. Toute harmonie intérieure naît du goût de rester dans sa demeure. Les arts viennent de là. Dès qu'on se sent à l'aise dans un endroit clos et qui est votre, le besoin d'extérioriser son âme naît aussitôt. Celui qui le premier a gravé sur un os de renne l'image qui l'avait frappé était un homme qui se

trouvait bien au creux de sa caverne, et qui l'aimait.

Dans ces demeures soigneusement adaptées à la vie, la vie sera plus douce, plus nuancée, plus profonde ; dans ces demeures qui sont des œuvres d'intelligence et d'amour, on comprendra sans doute bien des choses qu'ailleurs on n'eût pas comprises, et, sûrement, on s'aimera davantage.

Déjà la liste est longue de ceux qui sollicitent d'être admis dans la maison que va construire mon ami l'architecte. A peine achevée elle sera pleine. Les actionnaires pourront toucher leurs dividendes d'un cœur léger et joyeux. Ils les toucheront ces dividendes, parce que de petits enfants seront sauvés de la maladie, de la mort et du ruisseau, parce que des vieillards seront contents dans des chambres gaies, parce que des jeunes gens seront heureux d'être ensemble... Ils toucheront l'argent du bon heur !

Femina.

LA VIE DE PARIS

La Bulgarie à Paris

Dans un magnifique gala au bénéfice d'une belle œuvre charitable d'inspiration française, nous allons avoir une heureuse occasion de mieux connaître cette vivace Bulgarie dont l'essor passionné la diplomatie européenne.

A Sofia, un hôpital international fut fondé par S. A. R. la princesse Clémentine de Bourbon-Orléans, princesse de Saxe-Cobourg et Gotha, fille de Louis-Philippe et mère de S. M. Ferdinand, tsar des Bulgares. Dans cette admirable fondation les malades trouvent des infirmières qui les consolent dans leur langue maternelle et des prêtres qui leur donnent les secours de leur religion. Leur convalescence dans cette petite patrie insérée est beaucoup plus douce et plus rapide. Nos compatriotes qui curent les douleurs de l'hôpital Clémentine en ont gardé un doux souvenir d'émotion et de reconnaissance.

Samedi prochain, à trois heures, au théâtre Femina, une matinée artistique a été organisée au bénéfice de cet hôpital, sous le patronage de LL. MM. Eleonore, reine des Bulgares, et le tsar Ferdinand, qui ont bien voulu y collaborer, de la façon la plus directe, en expédiant les éléments nécessaires à la figuration nationale que l'on pourra applaudir dans le spectacle. L'inspiration de cette fête d'une si heureuse actualité est Mme la comtesse Stancioff, née comtesse de Grenaud, grande maîtresse de la Cour de S. M. la reine de Bulgarie, femme de l'éminent ministre plénipotentiaire à Paris. Dans les merveilleux salons de son hôtel de l'avenue Kléber, Mme la comtesse Stancioff, qui est une admirable musicienne, a fait répéter elle-même les chœurs nationaux et les danses bulgares qui seront une des plus rares attractions de la matinée de samedi prochain.

Le programme de cette fête est d'une originalité qui assure son succès. Cette matinée ne sera point seulement consacrée à une belle œuvre de charité internationale, mais apportera en dehors de son élégance mondaine un spectacle inconnu à Paris, artistique et littéraire, d'instruction autant que de récréation. D'abord, M. Léo Claretie fera une causerie sur la Bulgarie où il a accompli de longs voyages. Il sera suivi de deux étudiants et des étudiants bulgares de Paris chanteront les chœurs *Vera Vatche* (C'est assez), de Pipkoff ; *Katka Monja Videl* (Qu'il y va, ma mère ?), de Manoloff ; et la fameuse marche nationale, *Choumi Maritza*.

Ils danseront, en costumes nationaux, la *Ratchenitsa*, et des duos de *Tomlenie*, de Manoloff, chantés par Mlle Balloka et par M. Michailoff, alternent avec *Mila rodina* interprétée par Mlle de Chamberlayne. M. P. Petkoff, le fils de l'éminent ministre qui mourut il y a deux ans sous les balles d'un fanatique, récitera des poésies de Vazov. Les plus grands des artistes français ont accepté de prendre part à cette fête bulgare et française. Mme Bartet et M. Mounet-Sully déclameront des poèmes classiques avec leur art incomparable. Mlle Nemidoff et Lapeyrette, de l'Opéra, Mme Korsoff et M. Katchenowsky, de l'Opéra-Comique, chanteront des airs de Rimsky-Korsakoff, et apporteront comme une participation fraternelle de la Russie. Puis l'inépuisable Fursy ne manquera pas cette occasion d'inventer de nouvelles chansons, et Mlle Mata-Hari dansera l'*Orchidée*, une de ses plus mystérieuses danses indiennes. Enfin des projections de paysages de Bulgarie faites par M. Chusseau-Flaviens et commentées par M. Maurice d'Amilly nous transporteront en un voyage d'Orient-Express qui aboutira sous le ciel de Paris, aux Champs-Élysées.

Lorsqu'il est si agréable de participer à une œuvre charitable, — cette fête étant organisée par la très bienveillante comtesse Stancioff et nous offrant l'occasion de témoigner au peuple bulgare notre sympathie et nos souhaits de bonheur — il ne reste qu'un malheur à redouter. C'est que la salle du théâtre Femina ne soit trop étroite, samedi prochain.

Régis Gignoux.

Échos

La Température

Le ciel est absolument couvert, la journée reste plongée dans une obscurité relative et les vents, assez forts du sud-ouest, entretiennent l'atmosphère dans une humidité pénétrante. Cependant la température continue à se relever. Hier, à Paris, vers sept heures du matin, le thermomètre marquait 4° au-dessus de zéro et 8° l'après-midi. La pression barométrique, en baisse lente, accusait, à midi, 765^{mm}. 8. Dans la matinée, le baromètre indiquait 759^{mm} à Dunkerque.

Les fortes pressions se retirent sur le sud-ouest de la France (Toulouse, 774^{mm}). Des neiges et des pluies sont encore tombées sur le nord et le centre de l'Europe. En

France, il a plu à Nancy, à Dunkerque et à Nantes.

La température s'est relevée sur nos régions, excepté dans le Sud.

Départements, le matin. Au-dessus de zéro : 1° à Limoges et à Besançon, 2° à Toulouse et à Nancy, 3° au Mans, à Charleville, à Cette et à Marseille, 4° à Dunkerque et à Perpignan, 5° à Nantes, à Rochefort et à Bordeaux, 6° à Cap-Béarn, 7° à Boulogne et à l'île d'Aix, 8° à Orléans, à Biarritz et à Lorient, 9° à Cherbourg, 10° à Alger.

En France, un temps généralement assez doux est probable avec des pluies sur la moitié nord.

(La température du 3 février 1909 était, à Paris : 1° au-dessus de zéro le matin et 4° l'après-midi ; baromètre : 768^{mm} ; grésil et neige.)

Monte-Carlo. — Température à dix heures du matin : 13° au-dessus ; temps doux.

Nice. — Température : à midi, 13° ; à trois heures, 14°.

Da New York Herald : A New-York : Temps couvert. Température : maxima, 22° ; minima, 38°. Vent nord-ouest, faible.

A Londres : Temps couvert, ondées. Température : maxima, 12° ; minima, 6°. Vent ouest-sud-ouest frais. Baromètre : 759^{mm}.

A Berlin : Temps pluvieux. Température (à midi) : 4°.

Les Courses

Aujourd'hui, à 2 heures, Courses à Pau. — Gagnants du Figaro :

Prix des Tertres : Unruly ; Mon Pays.

Prix de la Société des Steeple-Chases : Lerdana ; Coq II.

Prix spécial de la Société des Steeple-Chases : Canada ; On the Green.

Prix de la Pelouse : Hérisson II ; Mahala.

Aujourd'hui, à 2 heures, Courses à Vincennes. — Gagnants du Figaro :

Prix de Mézières : Fégrana ; Forback.

Prix d'Épinal : Figaro ; Fusil.

Prix de Nancy : Diocles ; Electa.

Prix de Vesoul : Fanny Leyburn ; Etendard.

Prix de Belfort : Fructidor ; Feu Follet.

Prix de Dijon : Fresnay ; Ergoline.

Prix de Chalons-sur-Saône : Fliche ; Etoile.

A Travers Paris

Le Président de la République et Mme Fallières offriront, d'aujourd'hui en huit, un grand dîner en l'honneur du Parlement.

Ce dîner sera suivi d'une réception à laquelle sont invités tous les membres du Sénat et de la Chambre des députés.

Garçon, un Clemenceau !

Cette commande fait en ce moment-ci la joie des étudiants fréquentant certaines brasseries du quartier Latin. Sans autre explication, au bout d'un instant, le garçon dépose sur la table un bock contenant un litre de bière, et c'est à qui le videra le plus rapidement. Mais ceux qui n'éprouvent aucune énormité haussent les épaules devant un Clemenceau qu'une seule main peut porter : ils demandent un Pelletan — deux litres — parce qu'ils ont le plaisir de le soulever par deux imposantes oreilles de verre.

Pour diminuer — si un tel rêve est permis — la lenteur des transmissions postales, ne pourrait-on adopter l'ingénieuse idée qui fut autrefois proposée dans les Guepes ?

Alphonse Karr s'y étonnait de la façon dont sont libellées les souscriptions des lettres. Pourquoi mettre d'abord le nom du destinataire, puis son numéro, puis sa rue, enfin sa ville ?

C'est exactement le contraire qui se fait bien plus logique. Les agents des postes s'occupent d'abord de la localité où s'adresse la lettre, puis de la rue. Une fois dans la rue, le facteur cherche le numéro, et là il demande le destinataire... C'est clair comme le jour !

Malgré cela on ne compte guère plus d'une lettre sur mille libellée ainsi :

Paris
rue Drouot, 26
Le Figaro.

Ne pourrait-on revenir au système d'Alphonse Karr ?

On connaît le rêve du poète Frémire :

Etre gardien de phare,
Vivre sur un rocher, dans l'écume et le vent.

Nous avons tous fait ce beau rêve, avec plus ou moins de poésie, pendant nos vacances, sur des plages heureuses. Nous préférons au labeur qui dès notre retour nous attendait à Paris la vie des pêcheurs et des gardiens de phare en contemplation devant la mer.

Nul mauvais génie ne réalisa notre vœu. Heureusement, car la réalité est loin du rêve. Les romanciers nous ont conté quels drames terribles se déroulent les nuits d'hiver, dans l'étroite cellule des sémaphores, et M. Barthou recevait hier une délégation de l'Association amicale des gardiens de phare, qu'accompagnait un groupe de députés des départements maritimes.

Ces modestes fonctionnaires demandent que des améliorations soient apportées à leur sort. Le ministre des travaux publics a promis à ces braves gens toute sa bienveillance. Mais il doit s'entendre avec M. Caillaux avant de pouvoir leur accorder une petite augmentation dans leur salaire.

Le carrefour Drouot est décidément l'objet de la sollicitude soutenue de M. de Pontich et d'attentions toutes spéciales de ce fonctionnaire.

La Ville de Paris avait mis à la disposition de ce dernier, on s'en souvient, un crédit destiné à la réfection du pavage de la rue Lafayette entre la rue Lafitte et le faubourg Poissonnière.

Le pavage fut retait assez rapidement

aux deux extrémités du tronçon, mais on mit deux mois à exécuter entre la rue Drouot et la rue Buffault des travaux dont la durée ne devait pas sur ce point excéder quinze jours.

Restait une dernière portion, d'une cinquantaine de mètres à peine, à restaurer entre la rue Drouot et la rue Chausse. Cette petite tranche de la rue Lafayette est certainement aujourd'hui la partie la plus dangereuse de la voirie parisienne, par ses fondrières et sa mosaïque de pavés de toutes espèces, formant saillies et chevauchant les uns sur les autres.

Sans doute pour éviter aux passants l'ennui d'un nouveau barrage en vue de travaux qui pourtant ne dureraient pas plus de deux ou trois jours, M. de Pontich s'est bien gardé jusqu'à présent de toucher à ce coin du carrefour Drouot, qui semble n'avoir pas été restauré depuis la mort d'Alphand.

PETITES CURIOSITÉS

Les jeunes danseuses les « Variety-Girls », qui furent à Marseille la cause très blonde du suicide de deux jeunes hommes, viennent de quitter cette ville. Et c'est l'épilogue de ce drame tragique et enfantin où Fortunio meurt comme Rosette, brusquement. On ne badine pas avec l'amour des Variety-Girls. L'aventure est émouvante, et quoi qu'elle nous vienne de la Cannebière, nous sommes bien forcés d'y croire.

La troupe se dirige vers la Suisse où l'appelle un engagement ancien. A Lausanne, où elles vont danser, les Variety-Girls trouveront des spectateurs moins passionnés et que la pratique hygiénique du vertueux alpenstock détourne de l'usage inconsidéré du revolver sentimental. A Lausanne, personne ne se tuera pour les petites mises aux cheveux voltigeants et aux jambes légères. Leurs yeux, couleur des lacs, ne troubleront pas la placidité helvétique. Elles pourront circuler par les rues sans redouter les assauts d'une galanterie tapageuse, car la Suisse, belle et neutre, est restée un pays de convenance. Les principes y sont hauts comme les montagnes et la pomme, symbole classique, n'est pas la pomme tentatrice d'Eve, ni la pomme voluptueuse de Paris. Elle n'est que la pomme estimable de Guillaume Tell. — PALÉMON.

Les réceptions d'hiver battent leur plein. Les soirées mondaines succèdent aux grands dîners. Mais il conviendrait bientôt de rafraîchir l'ameublement du « salon » en le transformant selon les exigences de la mode.

Mercier-frères, les grands tapissiers du faubourg Saint-Antoine, sont passés maîtres dans ce genre de travaux. Leurs splendides galeries renferment du reste en ce moment des collections uniques de meubles anciens et modernes qui méritent une visite. Avis aux amateurs !

Edouard VII est l'un des premiers hommes de sport de son royaume. Sa compétence s'affirme surtout dans les sports qui se doublent d'un commerce et d'une industrie : élevage, automobile, yachting, aéronautique.

Ses préférences guident ceux que le souci de l'élégance, du ton juste et des avantages pratiques dirige dans leur choix.

En yachting, ses préférences sont connues ; en aéronautique, elles se réservent ; pour l'automobile, en revanche, elles se sont maintes fois affirmées en faveur des Mercedes, et le souverain vient encore de faire l'acquisition d'une magnifique 65-HP de cette marque.

Depuis qu'elles sont exposées à la galerie Georges Petit, les aquarelles de Pierre Vignal attirent, du matin au soir, un public d'élite, heureux d'apporter son admiration au glorieux maître. Émile des Ravier, des Jacquemart et des Harpignies.

Remarqué hier à l'Exposition Vignal :

Comte Arthur de Vogüé, comte et comtesse Charles de Vogüé, comte Guy de La Roche-Foucauld, comtesse de Sainte-Aldegonde, marquise de Ganay, comte de Pange, M. Harpignies, comte Louis d'Harcourt, princesse d'Hénil, comte Pierre de Pontich, vicomte de Vauvilland, baron de Croze, comte Costa de Beauregard, M. et Mme Bompard, Mme Revenaz, Mme Guillaume Dubufe, Mme Bessière, M. Margit, Mme Duvergier de Hauranne, Mme Vallon, M. et Mme Boivin, M. Laporte, M. Pierre Schweisguth, M. Letellier, Mme Dumont, etc.

Hors Paris

De Monte-Carlo : « Le maître Franchetti, auteur de *Christophe Colomb*, vient d'arriver à Monte-Carlo pour assister aux dernières répétitions de son œuvre dont la création aura lieu mardi prochain. »

Le « Riviera Palace » de Monte-Carlo, ce joyau de la Côte d'Azur, cet hôtel incomparable, tant par sa situation unique que par son luxe et son confort, est de plus en plus le lieu d'élection de la haute aristocratie internationale.

Relève sur la deuxième page du registre de ce splendide établissement :

Comte Olsouff, baron et baronne de Rothschild, M. et Mme Van der Zypen, S. Exc. Alhar-Mirza, marquis de La Mazelière, comte Szapary, M. et Mme de Horn, comte de Cisneros, comte et comtesse de Faffe, Mme de Guevara, S. Exc. M. Davydoff, M. de Szénasy, etc.

La Croisière en Méditerranée, organisée exclusivement pour la clientèle riche de la Compagnie le Norddeutscher Lloyd à bord d'un de ses meilleurs bateaux, le magnifique paquebot *Grosser Kurfurst*, de 14,000 tonnes, 10,000 chevaux, quittera New-York le 11 de ce mois, et de 23 embarquera à Gènes le contingent d'excursionnistes européens pour qui, une partie des installations luxueuses du bord ont été spécialement réservées. A en juger par

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)

TÉLÉPHONE, Trois lignes : N° 102-40 — 102-41 — 102-49

ABONNEMENT

	Trois mois	Six mois	Un an
Seine et Seine-et-Oise	18	30	60
Départements	18	30	60
Union postale	21	40	80

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

la brochure, abondamment illustrée, publiée par la Compagnie et mise à Paris à la disposition du public, celle-ci, comme d'habitude, a été exclusivement guidée, dans l'organisation de cette croisière, par l'intérêt du voyage, le confort et la sécurité de ses passagers.

Nouvelles à la Main

Au Conseil municipal.

— L'enlèvement des neiges en décembre dernier a coûté aux Parisiens 500,000 francs.

— Mais elles n'ont pas été enlevées !

— En effet, mais ce détail ne diminue pas la dépense.

— Savez-vous ce qu'on appelle un service municipal ?

— Une organisation qui n'en rend aucun.

— Voilà...

— Ah mon cher, je suis bien ennuyé.

— Pourquoi ?

— J'habite la Bretagne. L'an dernier, j'étais dans le réseau de l'Ouest...

— Et maintenant vous êtes dans l'Etat.

— M. Légitimus navigue enfin vers la France.

— Mais il semble qu'on n'a pas attendu son arrivée pour le débarquer.

Le Masque de Fer.

Fantaisies parisiennes

LE PSYCHOMÈTRE

Le psychomètre, — oui, madame ! Oui, monsieur ! — est un instrument qui vous mesure un tréfonds d'âme. Crac ! en deux temps, un mouvement !

Plus clairvoyant qu'un détective, Plus pénétrant qu'un rayon X, De l'énigme la plus rétive, Il surprend le mot, trouve l'x !

Quand quelqu'un parle, on n'a qu'à mettre Pour savoir si c'est un menteur, Ce prestigieux psychomètre En contact avec l'oreiller.

LE BON GARDIEN

Par Abel FAIVRE



— Quel est ce bruit sur la place ?
— Oh ! rien... je crois que demain on doit inaugurer un buste.

énergiquement au Schah le rétablissement de la Constitution.

Cette décision est capitale pour les Persans libéraux ; certains courtisans ne reculent devant aucune violence et cachent au souverain l'état exact du pays.

Presque toute la Perse est soulevée contre l'arbitraire existant.

Les nationalistes, qui sont maîtres de plusieurs grandes provinces, montrent beaucoup de tact et maintiennent l'ordre partout. Ils ne cessent, à Tabriz aussi bien qu'à Ispahan et ailleurs, de protester de leur loyauté et de leur fidélité au Schah chaque fois qu'ils remportent une victoire contre le peu de troupes dont dispose encore la Cour.

Is viennent de télégraphier encore au monarque pour lui dire que, malgré leur supériorité de forces, ils ne demandent que le maintien de la Constitution, pour recevoir, à tous égards, les gouvernements que le souverain constitutionnel nommera.

COURTES DÉPÊCHES

— L'Empereur a reçu hier en audience, à Tarskote-Selo, les attachés de la guerre et de la marine à l'ambassade de France, le lieutenant-colonel Matton et le lieutenant de vaisseau Laurens-Cartelot.

— Aujourd'hui paraîtra à Constantinople un communiqué officiel invitant les hamals à cesser le boycottage des marchandises autrichiennes.

— Le prince royal de Serbie a fait hier une chute d'automobile, heureusement sans gravité.

Figaro à Londres

LA COUR ET LA VILLE

M. Jean Richepin, de l'Académie française, a fait cet après-midi aux Grafton Galleries une conférence sur Verlaine. M. Paul Cambon, ambassadeur de France, et de nombreuses personnalités de la colonie française assistaient à cette belle fête des lettres françaises qui fut pour l'éloquent orateur un succès triomphal.

Mariage. — Cet après-midi a été célébré, à l'église Saint-Andrews d'Ashley Place, le mariage de M. Philippe-Victor Williams et de miss Jacqueta Northcote, fille de l'hon. J. Stafford Northcote, vicar de Saint-Andrews, nièce de lord Idlesleigh. L'évêque de Londres officiait, assisté de l'évêque de Montgomery.

LES THÉÂTRES

La pièce militariste du Wyndham Theatre semble appelée à jouer dans l'histoire militaire de l'Empire britannique un rôle hors de proportion avec les espérances les plus légitimes de son auteur : l'écrit, par d'Angleterre, ministres, pasteurs, simples bourgeois, tous célèbres avec enthousiasme les mérites de ce drame patriotique. *An Englishman's Home* est le principal sujet de conversation dans les clubs, dans les salons et dans les salles de rédaction. Il a été question un moment de monter la pièce dans le théâtre londonien, mais cette idée a été abandonnée, et l'on se contente d'expédier en province une demi-douzaine de troupes qui vont porter cet évangile saint Robert aux quatre coins du Royaume-Uni.

L'auteur garde toujours l'anonymat, mais je puis vous dire que ce patriote convaincu n'est autre que le major Guy-Louis Bussan Du Maurier, des « Royal Fusiliers », décoré en 1902 du *Distinguished Service Order*, et qui, en ce moment, sert son pays dans l'Afrique du Sud. Il est le fils aîné du célèbre auteur de *Trilby*, George Du Maurier, qui fut l'une des gloires du *Punch*, il y a une vingtaine d'années. Le major Du Maurier a pour frère cadet Gerald Du Maurier, auteur dramatique de valeur, acteur du plus haut mérite, et interprète favori de J. M. Barrie. Les Parisiens

l'ont applaudi dans le rôle principal de l'Admirable Crichton et dans *Peter Pan* où il personnifiait de façon si comique le capitaine des pirates. C'est Gerald Du Maurier qui a mis en scène l'œuvre de son frère.

Le major Du Maurier a déjà écrit plusieurs pièces qui ont été jouées dans des cercles d'amateurs. Il est, lui aussi, excellent acteur, et il a remporté dans des troupes d'amateurs de nombreux succès.

La famille Du Maurier, comme son nom l'indique, est d'origine française. — J. Coudurier.

LETRE DE RUSSIE

28 janvier 1909.

Au moment où, sur le point de reprendre ses travaux, la Douma s'apprête à aborder la discussion générale de la loi de finances, il était particulièrement intéressant d'interroger le président de la commission du budget, dont la grande compétence en matière de finances ne saurait être discutée.

Je viens de réussir, en dépit de la consigne sévère qui écarte les visiteurs importuns, à franchir au palais de Tauride le seuil du somptueux cabinet réservé à M. Lerkhé qui, bien que très occupé, répond fort aimablement aux diverses questions que je lui pose.

« Tout d'abord, me fait observer mon interlocuteur, on constate en examinant le projet de budget pour 1909 un excédent des recettes sur les dépenses ordinaires. Cet excédent est d'autant plus remarquable que les dépenses ordinaires ont augmenté dans des proportions assez considérables et que, d'autre part, si certains impôts ont été — légèrement — élevés pendant la guerre, il n'y a eu depuis le traité de Portsmouth aucune augmentation d'impôts sérieuse à signaler, les dépenses nécessitées par les emprunts contractés pendant les hostilités ayant été, en effet, pour la plus grande partie, couvertes par l'augmentation naturelle des impôts existants, augmentée par exemple de la population, du développement de la consommation des objets soumis à l'impôt, etc. »

« Le rendement de nos impôts, poursuit M. Lerkhé, a donc progressé d'une façon très sensible et il serait encore beaucoup plus considérable si au lendemain de la guerre nous n'avions traversé la redoutable crise révolutionnaire que vous savez et dont la répercussion sur notre industrie a été plus grave et plus désastreuse que celle de la guerre elle-même. »

« Sans entrer dans le détail, deux exemples vous suffiront : prenez l'extraction du naphte ; vous constaterez que de 671 millions de pouds en 1901, elle est tombée à 475 en 1907, tandis que l'exportation fléchissait de 108,000 pouds en 1903 à 40,000 en 1906. Pareillement l'exportation du pétrole — dont l'industrie a été si éprouvée par la crise révolutionnaire — est tombée de 94,000 pouds en 1904 à 45,000 en 1905 et à 28,000 en 1906. »

« Toutefois, quelque satisfaisante que soit cette augmentation naturelle des impôts existants, sur laquelle je viens d'appeler votre attention, elle serait insuffisante, déclare M. Lerkhé, pour couvrir les nouvelles dépenses auxquelles nous avons à faire face et qui exigent absolument des impôts nouveaux — car,

encore une fois, il n'en a pas été établi depuis la guerre, les deux premières Doumas ayant été, comme vous le savez, dissoutes avant d'avoir pu les consentir. C'est pourquoi tout un système d'impôts nouveaux est actuellement soumis au Parlement ; parmi ces impôts, je vous citerai particulièrement celui sur le tabac, dont la commission des finances vient de terminer l'étude, ceux sur les immeubles des villes et des campagnes, sur les capitaux placés hypothécairement sur immeubles, enfin l'augmentation des impôts actuels sur les donations et successions, sur les immeubles urbains, l'augmentation de l'impôt foncier et le projet d'impôt sur le revenu. »

« Mais c'est de l'augmentation du rendement des chemins de fer impériaux que nous attendons principalement l'accroissement de nos revenus. Ce problème des chemins de fer est, vous le ignorez pas, un des plus difficiles qui se pose pour nous dans le domaine économique. Les pouvoirs publics se sont justement émus de l'insuffisance manifeste du rendement de nos chemins de fer, et lors de la discussion du budget du ministère des voies et communications, la Douma avait exprimé le désir de voir se réunir le plus rapidement possible une commission spéciale chargée de rechercher les causes de la situation actuelle. Cette commission extraparlamentaire qui, outre des délégués des différents ministères intéressés, comprend trois membres du Conseil d'Empire et trois membres de la Douma, vient de tenir sa première séance et l'on espère qu'elle sera en mesure d'arrêter le plan définitif de ses travaux vers la mi-février. »

« Comme j'insiste sur le rendement presque nul des chemins de fer de l'empire et que je lui rappelle que le rapport portant clôture de l'exercice 1907 accuse 507 millions de dépenses et 510 millions seulement de recettes, M. Lerkhé me répond : — Le relèvement des tarifs — il ne faut pas se le dissimuler — n'aura que peu d'influence sur l'état actuel qu'il ne peut évidemment modifier à lui seul. La question est beaucoup plus complexe et c'est surtout à une meilleure exploitation qu'il nous faut aboutir. »

« Il y a incontestablement des dépenses inutiles à supprimer et le fonctionnement actuel est certainement trop onéreux, ou, pour me résumer d'un mot, nous ne sommes pas exploités dans un but suffisamment commercial. Toutefois il ne faut pas oublier — tout en constatant les vices d'organisation que je suis le premier à proclamer — que chez nous un grand nombre de voies ferrées récemment construites répondent à des nécessités économiques et sont appelées par suite — c'est le cas pour le Transsibérien et pour les chemins de fer du Turkestan — dans un avenir plus ou moins rapproché, mais non immédiat, à développer les revenus de contrées imparfaitement exploitées. Enfin, si l'on veut juger impartialement, il faut tenir compte de la construction de plusieurs lignes stratégiques qui, elles, ne pouvaient manifestement être d'aucun rapport. »

« En ce qui concerne l'augmentation dans des proportions assez considérables, de nos dépenses, vous pouvez dire que je ne m'en effraye aucunement. C'est un fait qui s'est produit dans tous les pays lors de leur éveil à la vie parle-

mentaire et qui est absolument normal. D'ailleurs, plusieurs de ces dépenses sont ce que j'appelle des dépenses productives ; c'est le cas notamment pour les crédits demandés par le ministère de l'instruction publique pour développer la culture intellectuelle du peuple ou encore, par l'administration générale de l'agriculture pour faciliter le développement de notre industrie agricole. »

« Et M. Lerkhé conclut : « Comme j'ai eu dernièrement l'occasion de le déclarer du haut de la tribune, notre pays est sur le point, j'en suis convaincu, de prendre un large essor et de marcher à un grand développement économique. Nos efforts, à l'heure actuelle, doivent tendre à faire aller toutes nos disponibilités à des dépenses utiles et productives, au sens que je viens de vous expliquer ; et dans la réforme nécessaire de notre système d'impôts ainsi que dans l'établissement des impôts nouveaux, nous devons nous inspirer du grand principe de justice et d'égalité qui préside aux destinées des états modernes, et faire passer autant que possible le poids des impositions des classes moins aisées sur les classes plus fortunées. »

René Marchand.

La Vie mondaine à Saint-Petersbourg

La première grande réception officielle de l'ambassade de France a été, ainsi que l'on pouvait s'y attendre, des plus brillantes et des mieux réussies.

Des dix heures, une foule élégante aux luxueuses toilettes et aux somptueux uniformes dont les dorures étincelaient à la lumière des lustres, se pressait dans les splendides salons ornés d'une profusion de fleurs rares.

L'ambassadeur, entouré de M. de Panafieu, ministre plénipotentiaire, de MM. Vieugné et Ballero, secrétaires, ainsi que des attachés militaires et navals, recevait à l'entrée du grand salon d'honneur les invités qui lui étaient présentés par le maître des cérémonies, l'ambassadeur, dont la superbe toilette de satin blanc broché à longue traîne était très remarquée, portait un diadème en diamants et un sautoir de perles. A ses côtés se tenait Mme Vieugné dans une exquise robe de tulle gris pailleté du plus heureux effet.

Toute la haute société russe avait tenu à honneur de marquer par sa présence en quelle haute estime elle tient l'ambassadeur de France et Mme l'amirale Touchard, qui ont su conquérir si rapidement ici par leur affabilité toutes les sympathies.

Il faudrait citer tout l'armorial russe pour ne pas omettre de noms. Jusqu'à une heure avancée, les invités se sont répandus dans les salons où ils se plaisaient particulièrement à admirer les incomparables gobelins qui donnaient à ce cadre féerique un aspect bien français.

A l'issue de cette brillante réception, l'ambassadeur a offert un souper intime : autour de la table ravissamment fleurie d'éclats et de roses avaient pris place S. Exc. le ministre des Affaires étrangères et Mme Levolsky, l'adjoint du ministre, M. Tcharykoff, les grands maîtres des cérémonies, comte Hendrikoff et baron Korff, ainsi que leurs adjoints comte Tolstoy, baron Stackelberg, baron Ramsay, prince Cantacuzène et les membres de l'ambassade.

En résumé, réception des plus brillantes et des plus élégantes, qui n'est, d'ailleurs, parait-il, que le prélude d'autres fêtes que l'ambassadeur de France et Mme l'amirale Touchard se proposent d'offrir à la société pétersbourgeoise au cours de l'hiver.

Une Voyante

Les tremblements de terre de Sicile et de Calabre avaient été « vus » depuis longtemps, à plusieurs reprises, et annoncés dès le mois d'octobre dernier, c'est-à-dire plusieurs semaines avant la catastrophe, par une Parisienne, Mme Juliette Bacon, qui d'ailleurs ne fait nullement profession de divinesse.

Une revue spéciale, *l'Echo du merveilleux*, publiait, en effet, dans son numéro du 15 octobre 1908, sous la signature de Mme Louis Maurecy, la curieuse relation suivante :

Mme Bacon venait de dîner en tête-à-tête avec son mari. Celui-ci était demeuré à table, plongé dans la lecture d'un journal, tandis que la jeune femme, retirée dans la cuisine, remettait un peu d'ordre autour d'elle.

Quelques instants après, en rentrant dans la salle à manger, elle vit brusquement une figure spectrale surgir au côté de son mari. Bientôt une autre apparut de l'autre côté, puis une autre, encore une autre ; si bien que la pièce lui parut peuplée de squelettes.

Ne voulant pas se laisser influencer par cette vision, la jeune femme, sans en rien dire, revint dans la cuisine, s'y occupa de nouveau quelques minutes, puis retourna dans la salle à manger. La vision était là, toujours la même. Autour de son mari, un nombre incalculable de squelettes grimaçaient. Et à cet instant — c'est là que le mystère devient plus étrange — M. Bacon, repoussant brusquement le journal, dit à la jeune femme :

« Quelle drôle de sensation j'ai là ! Il me semble que je suis entouré de squelettes ! »

La vision disparut alors, mais plusieurs fois encore elle revint hanter la jeune femme ; et ce fut accompagné d'un bouleversement terrible de la terre que Mme Bacon la revit.

Il était décidément tentant d'interroger la « voyante ». Elle habite avec son mari, qui est serrurier, 1, rue de Normandie. Celui-ci a quitté son atelier pour me recevoir, me présenter à sa femme et prendre part à l'entretien.

Mme Bacon est une petite personne frêle et blonde, charmante, très simple. Rien de la sibylle que vous savez. Elle refait, sans broder, le récit d'octobre dernier.

« J'avais eu cette vision, pour la première fois, à la fin de l'année 1907. Elle s'était répétée souvent en 1908. Elle se produisit pour la dernière fois, avec une netteté extraordinaire, quelques jours avant le cataclysme italien. Depuis, plus rien. »

« Sans doute aviez-vous pressenti d'autres grands événements ? »

« Aucun, vraiment. Du moins pas d'événements publics considérables. Rien, par exemple, ne me fit prévoir l'assassinat du roi de Portugal, la catastrophe du Métropolitain, l'incendie du Bazar de la Charité. Non, rien. »

« Il m'arrive même d'avoir des visions avec lesquelles ne coïncide, par la suite, aucune réalité. Dans ce cas, il est vrai, les visions n'ont été que très fugaces et très vagues. »

« Au contraire, lorsqu'elles se répètent et se précisent, elles sont toujours suivies de l'incident ou de l'accident qu'elles semblaient me prédire. Elles ne m'ont jamais trompée, quand elles s'appliquaient avec cette netteté et cette insistance à des personnes de ma famille ou de mon entourage, ou simplement à des inconnus avec lesquels on m'avait mise en relations. »

« Oui, intervient le mari, et certaines de ces prévisions sont bien cruelles. Nous avions une petite fille que nous adorions. Elle allait sur ses trois ans, et elle était jolie ! Un

jour, ma femme rentra tout en larmes d'une promenade qu'elle venait de faire avec notre enfant. Elle l'éloigna, et m'expliqua son chagrin en disant : « Notre pauvre petite mourra bientôt. » J'essayai de la rassurer. Les semaines et les mois passaient, mais les visions revenaient obstinément. Au bout d'un an, notre enfant mourut de la scarlatine ! »

« Et nous avons tort souvent de ne pas nous fier à ces pressentiments. Un matin deux de nos amis viennent nous chercher pour aller en automobile à Fontainebleau : « Il y aura certainement un accident, dit ma femme. Restons. » On en rit. Nous partons. A Liensaint, une route voilée : « Vous aviez raison, dit un de nos compagnons, voilà l'accident prévu. — Pas encore, me dit ma femme à voix basse. » Et, en effet, à la descente de la côte de Melun, embardée, panache, et nos deux amis se cassent, l'un, une jambe, l'autre un bras... »

« Quant à moi, ajoute M. Bacon en souriant, je sais ce qui m'attend. Je fais de la moto-cyclette. Mme Bacon m'a prêté une fracture de la jambe gauche. C'est charmant, car j'aurais pu me rompre les reins. »

Ch. Dauzats.

Une Soirée peu banale

Quelques jours seulement nous séparent de la date fatidique du 15 février, qui sera celle du tirage de la grande Loterie nationale de l'œuvre de la Maison de retraite des artistes. Une nervosité de plus en plus grande s'est emparée justement du public. Chacun escompte sa chance et les 621,100 francs de lots vont faire le bonheur de beaucoup. Disons en secret que le bruit court d'une surprise sensationnelle qui serait réservée par le bon Drame à l'heureux gagnant du gros lot de 250,000 francs. Drame accèderait à chanter à la soirée que donnera sans doute le futur quart de millionnaire pour fêter la veine ! Voici les derniers jours.

Rappelons que les demandes doivent être adressées, 110, boulevard Sébastopol. Tentez vite la chance et faites une bonne action !

LE MONDE RELIGIEUX

ÉVÊQUE ET MINISTRE

Mgr Turinaz, évêque de Nancy, vient d'adresser à M. Doumergue, ministre de l'instruction publique, une lettre ouverte que nous avons signalée mais dont l'importance est trop grande pour que nous ne l'analysions pas au moins sommairement.

Elle est violente, cette lettre, dans la forme, et l'on en peut juger dès les premières lignes : « Ceux qui conservent encore des illusions sur le gouvernement auquel vous appartenez et sur la franc-maçonnerie dont il est l'humble esclave... etc. » Il est évident que sous le régime concordataire un évêque n'aurait pu interpellé en ces termes un ministre sans se voir immédiatement déférer au Conseil d'Etat, et sans que son traitement fût supprimé. Mais l'appel comme d'abus ?

n'est plus qu'un souvenir historique, et quant à la suppression du traitement, il y a une raison péremptoire pour que Mgr Turinaz n'ait rien à craindre de ce côté-là. Sous le régime de la séparation, un évêque peut attaquer sans risque le gouvernement, pourvu que ce ne soit ni par un discours prononcé ni par un écrit affiché ou distribué publiquement dans les lieux où s'exerce le culte. Et c'est là une des libertés reconquises que l'évêque de Nancy met au plus haut prix ou du moins une de celles dont il use le plus volontiers.

Or, la violence du langage, si elle fait tort presque toujours aux arguments, même les meilleurs, n'empêche pas cependant que l'on ait raison quand on a raison. Et qui donc, parmi les pères de famille conscients de leurs devoirs et de leurs droits, ne partagerait l'indignation qu'exprime Mgr Turinaz contre la doctrine qu'il qualifie justement de « monstrueuse » et dont voici la formule : « L'enfant appartient à l'Etat ».

Examinant ensuite quelques-unes des conséquences de cette doctrine, Mgr Turinaz en vient à stigmatiser très sévèrement les deux projets de loi qui portent l'un la signature de M. Doumergue, l'autre la double signature des ministres de l'instruction publique et de la justice, projets de loi dont l'objet est de fixer, en la limitant d'une manière que nous avons appréciée en son temps, la responsabilité des instituteurs et par qui l'évêque accuse leurs auteurs de « constituer une classe de citoyens inattaquables, inviolables, tout-puissants, placés au-dessus de tous les tribunaux, au-dessus de toutes les revendications, par conséquent en opposition avec l'esprit et l'essence même de toute la législation française », inviolabilité, ajoute le prélat, qui « a pour but évident de permettre à cette classe de citoyens de violer en pleine sécurité les droits les plus sacrés des autres citoyens et le droit naturel, que dis-je ? de braver la protestation, le cri de la nature humaine ».

Il a bien là, semble-t-il, un peu d'exagération, et de même il est probable que Mgr Turinaz exagère lorsque, faisant état des paroles grossières ou impies qui furent attribuées à l'instituteur Morizot et à ce dernier se défend d'ailleurs d'avoir prononcées telles qu'on les rapporta — il déclare que « l'enseignement de Morizot est l'enseignement défendu, protégé par l'Etat, l'enseignement officiel ».

Beaucoup d'évêques, et de ceux-là mêmes qui ont le plus contribué à la création des associations de pères de famille pour la surveillance des écoles et la défense de la neutralité, estiment à bon droit que les Morizots sont rares dans le corps enseignant. Et il est d'autre part peu croyable que le gouvernement, encore bien qu'il ne s'élève pas contre ceux-ci avec assez de rigueur, s'imagine avoir intérêt à ce que leur nombre se multiplie.

Par ailleurs Mgr Turinaz critique divers projets qui auraient pour résultat de restreindre encore la liberté des pères de famille en étendant jusqu'à la quatorzième année l'obligation scolaire actuellement existante et en faisant entrer dans nos lois l'obligation de l'enseignement technique et de l'enseignement post-scolaire. La réalisation de ces projets aurait en outre l'inconvénient de coûter très cher. Il faudra des maîtres beaucoup plus nombreux, des maîtres plus capotés, des traitements et des récompenses, des subsides sous toutes les formes.

Aux centaines et centaines de millions jetés dans le gouffre sans fond de l'enseignement de l'Etat, il faudra ajouter des millions et des millions... tandis que nos écoles, nos patronages et nos sociétés post-scolaires ne coûtent rien aux municipalités et à l'Etat.

Du moins le pays « en aura-t-il pour son argent » ? On ne peut guère l'espérer, car en 1882 le nombre des illettrés était pour les hommes de 14 0/0, actuellement la proportion doit être élevée à 25 ou 30 0/0. Ces chiffres, donnés, parait-il, à la Chambre, le 24 janvier 1907, par M. Briand, sont affligeants. Et si tel est le résultat des premières obligations scolaires, on doit se demander avec inquiétude ce que nous pourrions en résulter de celles que l'on nous promet.

Et l'on comprend donc, dans une certaine mesure, que l'évêque, en forme de salut, termine sa lettre au ministre par « l'assurance de ses douloureuses préoccupations ».

Julien de Narfon.

MORT DU CARDINAL CRETONI

(De notre correspondant particulier.)

Rome, 3 février.

Cet après-midi, un peu avant quatre heures, est mort à Rome, à soixante-seize ans, le cardinal Cretoni, préfet de la Congrégation des rites, qui était malade depuis quelques jours et dont l'état s'aggrava subitement hier soir.

Le cardinal Cretoni avait appartenu à la diplomatie pontificale. La mort du cardinal Cretoni élève à seize le nombre des chapeaux vacants. Le Pape créera certainement de nouveaux cardinaux dans un prochain Consistoire qu'il tiendra après Pâques. — FÉLIX II.

Autour de la politique

L'amnistie

Le rapport de M. Lauraine sur le projet d'amnistie sera distribué aujourd'hui à la Chambre.

On sait que le gouvernement et la commission se sont mis d'accord pour proposer d'amnistier les inculpés à propos des événements qui ensanglantèrent l'été dernier les communes de Draveil, Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges.

M. Lauraine, qui a été le rapporteur des précédentes amnisties devant la Chambre, indique dans le préambule de son nouveau rapport que l'amnistie devrait être quelque chose de tout à fait exceptionnel.

L'amnistie, dit-il, c'est l'apaisement. A nous voir rechercher si fréquemment l'apaisement ne serait-on pas tenté de croire que nous amnistions de la veille n'ont qu'imparfaitement atteint leur but.

Après avoir laissé entendre qu'on les multiplie trop, M. Lauraine ajoute : « Qu'on se garde bien d'ouvrir sans une utilité absolue la porte à l'amnistie. On aura beau la concevoir avec une portée atténuée et localisée, il est toujours difficile de lui faire sa part par avance ».

M. Lauraine passe en revue les divers amendements rejetés par la commission, notamment celui de M. Sembat, relatif aux antimilitaristes. En revanche, la commission a accepté d'amnistier tous les faits de grève et faits connexes qui se sont produits pendant la même époque, c'est-à-dire du 2 mai 1908 au 14 janvier 1909.

Rappelant l'affaire de Draveil, M. Lauraine dit combien elle fut sanglante.

« Pourquoi avons-nous fait ce geste ? Pour amener l'apaisement et pour être juste, parce que nous allons faire condamner les délinquants obscurs quand nous avons des impuissants à atteindre les vrais délinquants ».

D'autres conflits d'intérêts entre patrons et ouvriers ont été d'une manière générale pacifiques. Ils ont néanmoins donné lieu à de faibles condamnations qui, d'ailleurs, ont été subies.

M. Lauraine estime avec la commission que la logique et l'équité exigent qu'on ne fit pas une sélection entre les graves : c'est pourquoi on a voulu les comprendre toutes dans l'amnistie.

Les radicaux-socialistes

Le groupe radical-socialiste s'est occupé hier de la question des fonctionnaires révoqués. Il a donné mandat à ses représentants à la délégation des gauches de lui proposer de se prononcer sur la question de savoir s'il y a lieu de demander à la commission de réforme judiciaire de comprendre les fonctionnaires dans le projet d'amnistie.

A. A.

Lettres d'une vieille Dame

IV

Meubles « de style »

Je voulais te parler aujourd'hui, petite, d'une question purement pratique : le mélange, dans une installation moderne, des meubles anciens et des meubles modernes. Or je m'aperçois qu'il est nécessaire, pour la traiter utilement, d'en traiter tout de suite une autre, plus générale, qui lui touche de très près et sur laquelle il faut que tu saches mon sentiment : celle des meubles « de style ».

Nous vivons à une époque d'imitation servile et de copie. Comme si nous rougissions d'être des hommes et des femmes du vingtième siècle, nous ne songeons qu'à singer le passé ; nous habitons dans des décors de théâtre Louis XIV, Louis XV, Louis XVI, Directoire, Premier Empire... en attendant, ce qui ne peut tarder, que le Louis-Philippe et le Second Empire redevennent de mode. Le « mobilier de style » est une invention récente qu'il faut combattre et haïr, pour peu que l'on ait du goût, comme le dilettantisme et la prétendue culture artistique qui l'ont engendrée.

Peux-tu me citer un siècle, dans le cours des siècles, qui ait eu pour idéal de pasticher l'œuvre des époques qui l'ont précédée ? Loin de là : architectes, décorateurs, artisans, tous se sont toujours efforcés de donner à leurs créations un aspect, des formes, nouveaux et caractéristiques. Nous reprochons souvent aux contemporains du Roi-Soleil d'avoir dédaigné l'art gothique. Mais ce n'était pas seulement leur droit, c'était leur devoir, et nous devons leur être reconnaissants de n'y avoir point failli.

Quant à nous, nous tirons vanité de tout aimer, de tout comprendre, de n'avoir pas de parti pris, de tout admettre, de réussir à tout imiter. Etrange maladie, qui nous a rendus insensibles à toutes les formes architectoniques ou mobilières qui ne sont pas consacrées par le temps, qui n'ont pas encore reçu l'estampille du passé, de sorte que les charmantes, les délicieuses choses que certains des décorateurs d'aujourd'hui ont créées, ce n'est que dans une centaine d'années, si cela continue, qu'il se trouvera des gens pour en sentir la beauté, les apprécier et les aimer.

En attendant, les copistes et les fabricants de vieux-neuf font leurs affaires, car, une fois usagés, les meubles et les bibelots « de style » deviennent des meubles et des bibelots anciens, sur lesquels le public des « connaisseurs » se rue, flairant la trouvaille rare, l'occasion exceptionnelle... A qui la faute ?

Aux artistes, aux artisans d'aujourd'hui, s'écrient-ils, qui ne sont bons à rien, qui ont perdu le sens des traditions, qui ne sont pas parvenus à créer un style, ce que l'on appelle un style, quoi ! Comme si un style pouvait se créer de toutes pièces, d'un coup, sans la collaboration du public, de ceux à qui ses productions s'adressent !

Nous sommes-nous assez moqués de l'impérialisme caprice auquel on doit la reconstruction du château de Haut-Koenigsbourg ! Et que faisons-nous donc ? Le moyen âge ou le seizième siècle étant passé de mode à Paris, chacun veut reconstruire chez soi les petits appartements de Versailles ou les Triangons. C'est ce que l'on appelle s'installer avec goût. Tu ne tombes pas dans ce travers... ou je te désespère.

Delphine.

Le Tremblement de terre

A Messine : Œuvres d'art sauvées

Messine renait de ses décombres. La vie revient. Nombreux certes sont les pauvres morts qu'on pleure. Mais c'étaient des hommes et qui devaient mourir. Pour l'humanité pensante la perte définitive, c'est celle des antiquités, des œuvres d'art qu'on ne remplace pas. Il y en avait à Messine.

On avait conservé l'espoir que l'effondrement des murs du musée municipal, en particulier, l'ancien couvent de Saint-Gregoire, aurait épargné la plus grande partie de ses richesses. Le directeur, M. La Corte, vient de faire un compte rendu sommaire du résultat de ses premières recherches, résultat qui n'est pas venu confirmer cet espoir.

De la première salle, et d'un cabinet adjacent, où se trouvaient un grand nombre de souvenirs se rapportant à la formation de l'unité italienne, ainsi que des plans, dessins et documents ayant trait à l'histoire de Messine, il ne reste à peu près rien.

La deuxième salle a été plus heureuse : c'est ainsi que le professeur Salinas a pu retirer intacts de ses décombres soixante-quinze vases en majolique, qui comptent parmi les meilleures productions venues d'Urbino et de Castelnuovo.

Il s'y trouvait également quelques dessins de Pambiano, de Scolari, une collection d'armes précieuses et surtout bon nombre d'ouvrages historiques d'une grande valeur, comme par exemple, toute la collection, unique d'ailleurs, de la *Gazzetta Britannica* et du *Giornale Messinese*, si précieuse pour l'étude de la si courte souveraineté de Murat ; — des missels remarquables du quinzième siècle, et enfin un Sottone et des œuvres partielles de Cicéron, manuscrits anciens. Beaucoup de choses ont pu être retrouvées, qui n'ont pas souffert d'une façon irréparable.

Par contre deux petites annexes de la même salle ont disparu avec leur précieux contenu, toute une série de planches gravées, représentant des études d'architecture d'après l'antique et d'a-

près les maîtres de la Renaissance, dues à un enfant de Messine, Juvara, l'un des architectes les plus illustres du dix-huitième siècle, et qui ont été totalement détruites.

La catastrophe n'a guère épargné la galerie centrale, qui renfermait d'intéressants et souvent splendides tableaux de l'école de Messine, depuis le quatorzième siècle jusqu'au dix-septième. On y remarquait particulièrement : *Messine en 1650*, une *Santa Chiara* du quinzième siècle ; une *Madone entourée de Saints*, de l'école d'Antonello de Messine ; un tableau de Giorgio Vasari, l'habile imitateur de Michel-Ange ; le *Pescepio*, d'Amerighi Caravaggio ; une *Transfiguration*, d'Antonio Catalano ; une *Veuve de Naim*, un *Saint Thomas*, une *Madone sur le trône*, de Riccio, etc.

Mais là où les atteintes du tremblement de terre ont été les plus sensibles, c'est en ce qui concerne les œuvres d'Antonello de Messine, le coloriste magnifique, « qui, dit M. Pawlowski, atteignit dans le portrait une perfection inconnue jusqu'alors, par l'énergie du rendu de la physiologie humaine, par l'excellence du modelé, par la transparence et la délicatesse des tons ».

Le musée municipal avait la gloire d'abriter son grand retable si célèbre de 1473 (Anno Dni M^{CCCC} septuagesimo tertio) et ayant pour sujet la *Vierge trônant avec l'Enfant, entre saint Benoît et saint Gregoire*, avec une *Annonciation* sur les volets. Seule la partie centrale a été respectée et encore non sans quelques dégradations déplorables.

Il y avait encore la salle consacrée au souvenir aux œuvres d'Augustin Scilla, peintre doublé d'un naturaliste, dont le chef-d'œuvre, « *Saint Hilariou mourant* », sous les ruines de l'église S^{te} Ursule de Messine ; — enfin, un cabinet, sur les murs duquel se trouvaient des tableaux de Caravaggio de Brionico, de Rodriques, de Barbalonga, etc., et une galerie où l'on pouvait admirer des meubles anciens merveilleux, quelques croix, une *madone* de l'école d'Antonello, et sur-tout une table d'autel en argent ciselé datant du XVIII^e siècle, et provenant de l'église Santa-Maria dell'Alto. Tout cela a été également brisé, enseveli sous une avalanche de pierres et de poutres qui ne veulent rien restituer.

SOUSCRIPTION NATIONALE

SEIZIÈME LISTE

Syndicat de la Presse parisienne :

La Dépêche de Toulouse (3 ^e versement).....	5.000
La Dépêche de Toulouse (4 ^e versement).....	5.000
Versé au Temps (16 ^e liste).....	936
Versé au Temps (17 ^e liste).....	1.252
Versé au Temps (18 ^e liste).....	1.833 25
Versé au Journal des Débats.....	304 50
Versé au Radical.....	45
Versé par Comedia (quêtes du Brant Alexandre).....	589 10
Versé par Parisien.....	94 50
Société anonyme des anciens établissements Lejeau et Hostein.....	4.000
Marquis de Sers.....	1.000
Versé au Journal.....	70 20
Personnel de la maison Cance et fils et Cie.....	63
Maintenant, chef de la troupe franco-italienne.....	400
Concert Henry, à Dourdan, Seine-et-Oise.....	60
Anonyme.....	56
Versé au Matin.....	55 65
Union Vélocipédique de France	116
Mme Schermann.....	30
Cercle de l'Union de Montreuil-Bous-Bois.....	20
M. et Mme Léon Berteaux, château de Lassy.....	20
Le propriétaire du restaurant Henry, au profit de l'orphelinat « Regina Elena ».....	500
Collecte de la colonie cubaine, à Paris, au banquet de l'Elysée-Palais.....	412 50
Autres souscriptions.....	46
Total de la 16 ^e liste.....	18.273 70

Sous la présidence d'honneur de M. Dujardin-Beaumetz, sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts, la Société des « Unes Internationales » donnera le samedi 13 février, dans la salle de la « Femina », une matinée au bénéfice des sinistrés de Calabre et de Sicile.

Mme Jane Catulle-Mendès fera une courte causerie et lira le dernier chant de « Corinne à l'Italie », par Mme de Staël.

M. Pierre Lafitte a donné 150 francs pour sa loge.

Nous publierons prochainement les noms des artistes éminents qui prendront part à cette brillante représentation.

Le prix des loges est fixé à 10 francs la place, et celui des fauteuils à 8 francs et 6 francs.

Une Ascension tragique

Bordeaux, 3 février.

Le bruit qui a couru hier dans la nuit que les deux aéronautes bordelais descendus à Cassagnole (Hérault), avaient été tués dans la descente, est inexact. L'un d'eux, M. Achard, est bien indemne, ainsi qu'on l'avait annoncé dès la première heure ; sa famille a reçu ce matin confirmation de cette heureuse nouvelle.

M. Achard, qui est arrivé ce soir à Carcassonne, a fait à des journalistes accourus pour l'interviewer, le récit des événements au cours desquels son camarade Faure a perdu la vie.

Achard et Faure étaient partis de Bordeaux lundi soir à quatre heures et ils espéraient atteindre Béziers dans la matinée du lendemain. Durant les premières heures, le ballon marcha à bonne allure de 25 à 30 kilomètres, et le pilote put repérer la route jusque vers Gaillac, quand mardi, à une heure du matin, le ballon fut pris dans une tourmente de neige ; les aéronautes jetèrent du lest, mais la tempête et les vagues aériennes, phénomène bien connu en aérostation, les jetèrent à diverses reprises contre la montagne pour les abattre ensuite dans le fond de la vallée.

Dès lors, l'aérostat fut soumis à un traitement très dur, la nacelle racla le sol à une vitesse de quatre-vingts kilomètres à l'heure. Achard, d'abord étourdi par les branches et les rochers qui l'ont grièvement atteint à la tête, s'adressa à un moment à son ami, mais il n'en reçut pas de réponse ; il tâta dans la nuit les parois de la nacelle et s'aperçut avec terreur que personne n'est auprès de lui. Le ballon s'arrêta ; l'aéronaute des-

cend et, malgré son pied foulé qui le fait souffrir, il cherche à découvrir son ami. Bientôt il entend des plaintes, il s'approche ; Faure est tombé dans un arbut, la tête en bas ; il râle et il meurt.

« J'ai passé toute la nuit auprès de mon ami mort, dit Achard, par un froid intense, étreint par la douleur ».

« Au matin, j'ai cherché, en boitant, une habilitation pour demander du secours ».

Après avoir beaucoup marché, je suis arrivé au village d'Argentières, quand le village de Cassagnole était tout près de moi. Des habitants voulurent bien m'accompagner et nous avons transporté à Cassagnole le cadavre de mon camarade Faure. Mme Faure, qui habite Bordeaux avec une fille de dix ans, a été prévenue de son malheur, et elle est venue chercher le corps de son mari ».

M. Faure, négociant en importation de denrées, était âgé de trente-six ans. C'était un pilote expérimenté, il avait fait de nombreuses ascensions.

S. F.

AUX ÉCOLES

Les mercredis de M. Thalamas

Enfin les trop fameux « mercredis de M. Thalamas » touchent à leur déclin. Cependant « l'Action française » avait fait placarder sur les murs du cinquième arrondissement un manifeste pour donner rendez-vous à ses adhérents. D'autre part, la Préfecture de police avait pris des mesures d'ordre tout à fait spéciales. M. Grillelles commandait au quartier Latin un important service d'ordre, et M. Orsati se tenait à la mairie Drouot, au cas où les manifestants se seraient dirigés vers les boulevards.

Mais, se conformant aux sages conseils de leur éminent doyen M. Croiset, les étudiants avaient résolu de s'abstenir de toute manifestation, afin de ne pas provoquer la contre-manifestation annoncée. Le savant professeur d'éloquence grecque est resté d'ailleurs au milieu d'une foule de quatre à cinq heures, et à son tour, M. Touny, directeur de la police municipale, est venu inviter amicalement les « défenseurs de la Sorbonne » à éviter la provocation et le tapage dans la rue. M. Thalamas a pu faire son cours sans incident devant une cinquantaine d'auditeurs.

Quelques entités cependant se sont promenées sur le boulevard Saint-Michel, et dans les rues adjacentes, évitant de former des groupes, mais criant de temps en temps : « A bas Thalamas ! » et étant presque immédiatement arrêtés.

On en a conduit ainsi au poste du Panthéon vingt-trois, parmi lesquels M. Maurice Pujot et quelques-uns de ses amis.

A six heures, un groupe de manifestants est parti de la Sorbonne et s'est rendu successivement à la statue de Jeanne d'Arc, place de Rivoli, à la statue de Strasbourg, place de la Concorde, à la statue de Jeanne d'Arc de la place Saint-Augustin, et enfin, devant le domicile de M. Alfred Dreyfus, où ils ont été finalement dispersés.

Sur ce parcours il y a eu onze arrestations opérées pour cris divers. Avec les vingt-huit arrestations de la Sorbonne, cela fait un total de trente-neuf arrestations pour la journée.

Aucune de ces arrestations n'a été maintenue.

J. L.

LA PRESSE DE CE MATIN

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le Petit Journal :

De Rome.

D'après une dépêche d'Addis-Abeba, Lidj-Jessou aurait été proclamé.

Le traitement des affaires est complètement suspendu.

La Lanterne :

Pour le moment la question est nettement posée. Il faut les libérer ou les laisser prisonniers et on ne saurait en vouloir à la Turquie, le seul Etat lésé par les derniers événements, de se montrer prudent. Serait-elle même soupçonnée et méfiante, que cela ne lui enlève rien de permettre de l'accuser de vouloir compromettre la paix.

Que les puissances lui prouvent d'abord l'intérêt qu'elles lui portent et elle pourra ensuite ratifier avec empressement les propositions qui lui sont faites.

LA POLITIQUE

Le Gaulois :

A propos des crédits demandés par le ministre de la marine :

Avec huit cents millions, on bouche bien des trous, on satisfait de nombreux appétits, on tarne de dangereux cancreaux et l'on se concilie d'utiles sympathies.

Sans doute, la défense nationale a quelque importance, mais il faut courir au plus pressé. Après les élections générales, quand les députés seront assurés de toucher leurs émoluments pendant quelques années, on en reparlera. Jusque-là, M. Picard fera sagement de remettre son plan d'extension de la flotte à l'entérinement des députés d'abord, celui de la France après, s'il y a lieu.

Paris-Journal :

Nous éprouvons une certaine fierté à compter parmi ces généreux contributeurs français qui paient des services qui ne fonctionnent pas. Nul autre pays ne pourrait se flatter d'une telle largeur de vues et de bourse. Payer ce qu'on doit, c'est la banalité même. Mais payer ce qu'on ne doit pas, voilà qui pose un homme et un peuple. Nous sommes ce peuple-là. Nous payons pour l'enlèvement des neiges et les neiges ne sont pas enlevées. C'est elles-mêmes qui se retiennent quand il leur plaît. Qu'on médite encore de notre hospitalité ! L'espère que le noir, saura s'en souvenir et qu'elle nous rendra de temps à autre une petite visite. On ne trouve pas tous les jours l'occasion de dépenser cinq cent mille francs pour rien.

Le Soleil :

A propos du projet d'impôt sur le revenu de M. Caillaux :

L'avis du contrôleur sera la loi d'Etat ; la fortune de chacun livrée à l'inquisition fiscale ne sera plus garantie contre l'arbitraire et, désormais, le contribuable sera taxé non selon ses revenus, mais selon ses opinions.

Ces procédés de sauvagerie sont, paraît-il, conformes au progrès démocratique et à l'égalité républicaine.

ECHOS & NOUVELLES

Paris-Journal :

M. Prudhon, secrétaire général de la Comédie-Française, a répondu à notre confrère qui lui demandait si « un artiste, sociétaire de la Comédie pouvait aller jouer, en congé régulier, sur une autre scène parisienne » :

« Non ! Quand même le ministre l'autoriserait, je vais plus loin : quand même le ministre

lui en donnerait l'ordre, un artiste sociétaire ne peut pas jouer à Paris ».

Tout artiste de la Comédie-Française reçu sociétaire signe, en effet, par-devant notaire, un contrat de société qui l'engage civilement et commercialement vis-à-vis de tous ses co-sociétaires. Il ne peut donc pas, sans violer ce contrat, aller jouer sur une scène concurrente.

« Même si ses co-sociétaires l'autorisent ? — Ils ne peuvent pas l'y autoriser. Et voici pourquoi. Le partage des bénéfices entre sociétaires, en fin d'exercice, est une tradition absolue du contrat. Et nos comptes sont soumis au contrôle du Conseil d'Etat. Quand même un artiste renoncera-t-il volontairement à sa part, nous sommes forcés de le lui réserver ».

Notre confrère ajoute :

Nous pouvons annoncer que M. Le Bary est décidé à se faire administrateur de la Comédie-Française ne lui donne pas l'autorisation qu'il demande, à quitter le Théâtre-Français. Il suivrait en cela l'exemple de Coquelin aîné.

Le Journal :

De Montpellier.

Ce soir, violente manifestation au théâtre où la troupe Barot jouait le *Foyer*.

« Au moment où l'un des acteurs prononce cette phrase : « L'abbé Laroze a donc violé le secret de la confession », un spectateur des fauteuils se lève et dit : « C'est ignoble ! ».

C'était le mot d'ordre. Les tumultes éclatèrent. Tandis qu'une partie de la salle sifflait, d'autres applaudissaient. Des boules jetées dans la salle éparpillèrent une odeur de poudre. L'acteur Dauvillier, tenant le rôle du baron Courtenay, reçut en pleine figure une poignée de cailloux.

La police expulsa une cinquantaine de perturbateurs, et la représentation continua dans le calme.

LES COLONIES

Un combat au Tonkin contre les pirates

Suivant un cablogramme du gouverneur général de l'Indo-Chine, un mouvement a été dirigé dans le Yen-Thé, contre les bandes du De-Tham, dont la concession a été investie.

Les pirates ont été dispersés après une vive résistance et des pertes nombreuses.

De notre côté, nous avons eu, parmi les indigènes, un sergent tué et deux miliciens blessés, et parmi les Européens, un garde principal et un sous-officier légèrement blessés.

LA JOURNÉE

Le Parlement : Au Sénat, nomination de la commission d'instruction de la Haute Cour et projets divers. — A la Chambre, révision des procès criminels, avis de l'affiche-réclame et impôt sur le revenu.

Obèques : Antoine de Noailles, due de Mouchy (Mouchy, Oise). — La comtesse Ferdinand de Lesseps (église Saint-Pierre de Chaillot, dix heures). — La baronne de Bully née de Campraigny (Saint-François-Xavier, dix heures). — M. Joseph Barrot, fils du grand républicain au Sénat à la fin de l'Empire (Saint-Ferdinand des Termes, dix heures).

Cours et conférences : A l'Institut catholique, 49, rue d'Assas : Cours de M. Lebreton : « Attitude des apologistes vis-à-vis des pouvoirs publics ; de l'opinion publique ; de la philosophie (cinq heures un quart) ».

A l'École des hautes études sociales, 46, rue de la Sorbonne : M. de La Flize : « Exercices pratiques de parole en public » (quatre heures un quart). — M. Tournier : « Rapports de l'enseignement primaire et de l'enseignement technique » (quatre heures et demie). — M. Henry Expert : « Chants de France et d'Italie aux dix-septième et dix-huitième siècles » (huit heures trois quarts). — M. Gistron : « Cours pratique de journalisme » (cinq heures et demie).

Al Collège libre des sciences sociales, 28, rue Serpente : M. Lepelletier : « L'impôt sur le revenu en Angleterre » (quatre heures et demie). — M. le docteur Siciart de Plauzoulles : « La Responsabilité et le libre arbitre » (cinq heures et demie).

A l'Office colonial, galerie d'Orléans, au Palais-Royal : M. Pellier de La Touche : « Les Antilles françaises » (cinq heures).

Au musée Guimet : « M. le docteur Capitain : « Les Sacrifices dans l'antiquité américaine » (deux heures et demie).

M. Hittier : « Les Syndicats agricoles et leurs difficultés » (Société des Amis de l'Université, Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, huit heures du soir). — M. Rudier : « La Composition française » (Musée pédagogique,

Pépinière. Le jeune ménage Georges Rémy n'était guère heureux. Doux, soumis avec ses parents, resté à trente-deux ans docile comme un enfant, Georges Rémy avait été violent avec sa femme; tous deux vivaient séparés. M. Rémy père n'avait pas l'autorité suffisante pour imposer sa volonté dans cette famille tourmentée... Le véritable maître du logis était le valet, Renard, le maître d'hôtel. Il était entré en 1906 chez les Rémy. Domestique impeccable, obéissant même, religieux à l'excès, de valet il était devenu une sorte d'intendant. Il régnait à l'office, et presque au salon. La comtesse Almaziva se confiait à Figaro, Mme Rémy avait dans ce Scapin, devenu un Tartuffe sinistre, la plus entière confiance; il était devenu son confident, connaissait ses volontés testamentaires; Mme Rémy avait même recueilli chez elle la fille de Renard. Les autres domestiques se plaignaient et M. Rémy prit le parti d'ordonner à Renard d'emmener son enfant à Sancerre, dans son pays. Le départ fut fixé au 14 juin. Renard s'irrita et songea à quitter sa place, faisant des démarches pour obtenir le poste de concierge du château de Sancerre.

Mais l'accusation prétend que ses vices le retenaient à Paris. Il y avait entre lui et le jeune Raingo une amitié suspecte. Léon Raingo était un enfant débile et souffreteux, dominé par le valet débauché. Des lettres anonymes dénoncèrent à Mme Rémy les vices du jeune homme. Renard se défendit, se justifia si bien que Mme Rémy, toujours confiante, demanda au vieux serviteur de surveiller plus étroitement l'enfant et de lui éviter, à la sortie du lycée, des rencontres que le docteur Brocq estimait fâcheuses.

Cela n'empêcha pas Raingo de faire la connaissance rue de la Chaussée d'Antin d'une jeune femme de mœurs faciles, Gergette Laforgue. Celle-ci découvrit un jour dans la poche du jeune homme une lettre très explicite de Renard. Après le meurtre de M. Rémy, Gergette Laforgue porta la lettre au juge d'instruction. On interrogea Léon Raingo; il ne cachait rien de la vérité. Les soupçons se portèrent sur le maître d'hôtel. N'avait-il pas, en découvrant le cadavre de M. Rémy, déclaré que tout était bousculé, saccagé dans la chambre? Or, de la place qu'il occupait il lui était, paraît-il, impossible de voir le désordre. Il avait varié dans ses déclarations, il était suspect et on l'arrêta le 26 juin. Il nia et nie encore aujourd'hui.

Mais le 10 juillet, au château d'Anel où se trouvait Mme Rémy, on découvrit dans la poche d'un jeune valet de chambre âgé de dix-sept ans, Courtois, insoupçonné jusque là, des bijoux volés.

Courtois arrêta ayova. Il avait aidé au crime; mais le vrai coupable, l'instigateur, disait-il, serait Renard, qui, par l'appât du lucre, se serait servi de lui pour se débarrasser de M. Rémy et rester seul maître au logis.

Voici les faits tels que l'accusation les rapporte : L'autorité de Renard est ébranlée, M. Rémy a fait acte d'autorité.

Le départ des Rémy pour la campagne approché, et M. Rémy a décidé que son neveu Raingo n'ira, les rejoindre qu'aux grandes vacances; en attendant il ira chez sa grand-mère Mme de Virgile. Mme Rémy n'était pas de cet avis et le 6 juin, à déjeuner, une scène violente éclata entre les époux. Mme Rémy fit sa malle et partit pour la campagne avec sa nièce et sa femme de chambre.

Le soir, après avoir dîné avec son fils, son neveu et M. Vialatte, un cousin, M. Rémy sortit pour se promener. Lorsqu'il entra son neveu Raingo était couché. Courtois, le valet de chambre de M. Rémy, apporta à son maître une boisson pour

la nuit. Et, pour la première fois depuis bien des années, M. Rémy se trouvait seul, isolé, au troisième étage de l'hôtel.

Depuis plusieurs jours Renard avait prémédité son crime. Courtois, jeune, joueur, toujours à court d'argent, aurait été un complice tout trouvé. Courtois raconte la scène :

— Vieux-lu gagner de l'argent ?
— Oui; comment ?
— En le prenant dans le secrétaire.
— Mais on le saura ?
— Non, on s'arrangera !

Et le soir, Mme Rémy absente, Raingo couché, le valet Thomassin sorti, Renard monte chez Courtois. Renard s'est déshabillé, il apparaît dans la chambre de Courtois tout nu, un couteau à la main. Courtois se déshabille aussi, prend une serviette, et silencieusement, dans l'ombre des corridors, ces deux hommes nus, spectres sinistres, se dirigent vers la chambre de M. Rémy. Il dort. D'ailleurs il est sourd. Ils entrent.

M. Rémy a entendu pourtant et allumé l'électricité. Il aperçoit Renard : « A se couler ! » Renard frappe de son couteau au visage. Courtois étouffe les cris de M. Rémy sous l'oreiller. Le vieillard est robuste pourtant et se dégage, mord Courtois qui lui serre le cou avec ses doigts. Renard frappe toujours jusqu'à ce que M. Rémy tombe au pied du lit. Renard regarde sa victime et la pousse du pied.

Les assassins vont à l'office, prennent des outils, fracturent le secrétaire, qui porte des traces de pesées de deux côtés, et simulent du désordre dans la chambre; Courtois s'empare des bijoux, rivière de diamants et collier de perles de Mme Rémy, et va cacher son butin dans le charbon de la cave. Puis tous deux remontent dans leurs chambres, se donnant rendez-vous, comme chaque dimanche, pour aller à la messe de six heures.

Le lendemain matin on découvrit le crime; Courtois avait eu soin de brûler la serviette sanglante, dont on retrouva les cendres dans le calorifère. Et le soir du meurtre, Renard, joyeux, disait au jeune Raingo :

— Maintenant, nous serons tranquilles, tu n'iras plus au collège !
Courtois a avoué; c'est de lui seul que nous tenons le récit du drame. L'accusation adopte sa version : si Courtois avait voulu voler, il était inutile de tuer. Seul Renard avait intérêt à la disparition de M. Rémy. Son autorité gênait la sienne; il sentait que bientôt il serait forcé de quitter la maison — sa maison.

La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir.

M. Rémy disparu, rien ne l'aurait plus séparé de Raingo. Crime passionnel, dit l'accusation. En dehors des déclarations de Courtois, il y aurait contre Renard d'autres charges que ses mœurs : ses déclarations le jour du crime, l'impossibilité matérielle de voir du seuil de la chambre le désordre des tiroirs. Nous verrons à l'audience si ces charges sont suffisantes. Renard est en outre accusé de plusieurs vols domestiques au préjudice de M. Rémy et de M. Kinsbourg chez lequel il servait auparavant.

Courtois se défend par M^{re} Henri-Robert, Renard par M^{re} Monira et Lagasse. M. le bâtonnier Raoul Rousset se porte partie civile au nom des héritiers de M. Rémy.

La lutte sera vive entre les avocats et entre Courtois, le jeune assassin qui a avoué, et Renard, le vieux valet qui défend sa tête avec toute l'énergie d'un homme qui proclame son innocence.

NOUVELLES JUDICIAIRES

Le 15 juillet dernier une bagarre assez sérieuse se produisit au restaurant coopératif de la rue Guersant. M. Kien,

commissaire de police du quartier des Ternes, voulut faire enlever des affiches qu'il jugeait injurieuses pour le général d'Amade et pour nos troupes du Maroc. Le commissaire de police fut frappé. Après une longue instruction, MM. Girard et Jacquart comparurent devant le Tribunal correctionnel, qui les condamna à un an de prison pour avoir porté des coups à un magistrat. Ils firent appel, et le 18 décembre la Chambre des appels correctionnels confirma la sentence. M. Girard affirme son innocence et demande aujourd'hui la révision de son procès. Il prétend qu'un dossier soumis à la Cour figurait la déposition d'un témoin, M. Lintaut, reçue par M. Kien postérieurement au jugement, dans laquelle M. Lintaut aurait affirmé qu'il reconnaissait Girard comme un des agresseurs de M. Kien, d'après la photographie de Girard que M. Kien lui aurait montrée.

M. Girard, alors, assigna M. Kien, commissaire de police, en subornation de témoin. L'affaire venait hier devant la 9^e Chambre correctionnelle. M^{re} Bonzon, avocat de M. Girard, soutint que M. Kien, alors dessaisi du dossier, n'aurait pas eu qualité pour recevoir la déposition d'un témoin, n'agissant pas comme commissaire de police, mais seulement comme simple particulier. Le Tribunal, après avoir entendu M. le substitut Gail, déclara irrecevable la demande de M. Girard. M. Kien, recevant la déposition d'un témoin, agissait, dit le jugement, comme commissaire de police et exerçait sa fonction de magistrat.

Or le procureur général seul, d'après la loi, peut poursuivre devant la Cour d'appel un magistrat, s'il estime qu'il a commis quelque délit. Le Tribunal correctionnel s'est donc déclaré incompétent.

Georges Claretie.

UN POINT D'HISTOIRE

La question du Drapeau

Notre Directeur a reçu la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Auriez-vous la bonne grâce de me permettre de répondre, par la grande voix du *Figaro*, à un article paru dans le *Temps* ces jours-ci et résumant un extrait des *Mémoires* de MM. de Sugny et de La Rochetelle, publié par le *Correspondant* ? Il s'agit de M. le comte de Chambord et de la question du drapeau. Sur ce sujet, les passions sont encore vivantes. L'histoire dira plus tard, avec preuves à l'appui, ce qu'il faut vraiment croire. Pour protester contre certaines allégations, qui trop souvent se répètent, je demande qu'il soit permis à un vieux serviteur de la cause monarchique et de la personne de M. le comte de Chambord de relever les conclusions de l'article en question.

Non, il n'était pas l'austère mystique qu'a cru voir M. de Sugny. J'en appelle aux milliers de personnes qui ont approché M. le comte de Chambord, qui ont causé avec lui. A ses fermes et immuables principes politiques et religieux, il savait joindre la gaieté si en train d'un esprit tout français. Je pourrais citer mille preuves, mille témoignages à l'appui de mon assertion. Je me borne à un seul, dont le souvenir me revient en vous écrivant : il ne peut être suspect, comme appréciation. M. de Villemessant, fondateur et directeur du *Figaro*, sortant d'une audience de notre auguste prince, nous dit : « Je croyais, je l'avoue, trou-

ver ici un prince devenu plus ou moins Allemand, enroulé dans les fourrures du pays glacé qu'il est obligé d'habiter. Pas du tout, il a de l'humour; il pétile; on dirait vraiment qu'il est arrivé d'hier des boulevards de Paris, dont il connaît les histoires. »

Quant à la question du drapeau, elle se résume dans la lutte de M. le comte de Chambord contre la toute-puissance du parlementarisme orléaniste, dont les chefs étaient au pouvoir et exerçaient une influence considérable même sur une partie des groupes royalistes de l'Assemblée nationale. Ce dernier fait est constaté par les récits de MM. de Sugny et de La Rochetelle, qui mentionnent les réunions intimes, présidées par M. le duc Pasquier, auxquelles ils assistaient. Certes, M. le comte de Chambord était trop de son temps pour ne pas réclamer, dans son gouvernement, le concours, l'appui, l'aide des représentants du pays; mais il n'en voulait pas la domination. Tout esprit impartial comprendra et approuvera qu'il se refusât au rôle de représentation officielle et de distribution machinale de signatures, tel qu'il est attribué au Président de la République. Au milieu des passions déchaînées en France, la part de pouvoir qu'il voulait sauvegarder était, ainsi qu'il le disait, de faire un peu de bien et d'empêcher un peu de mal; était celle de ramener la paix et la concorde entre tous; était de rendre vers le progrès toute leur puissance aux forces vives de la nation. Personne n'a plus que lui aimé notre armée, admiré son héroïsme, sa valeur; ne s'est enthousiasmé de sa gloire, de toutes ses gloires. Pourquoi avoir mêlé le chauvinisme respectable de nos soldats à des questions uniquement politiques, qui auraient dû leur demeurer étrangères? Les maréchaux de l'Empire, en 1814, avec la logique de leur bon sens, tranchèrent d'eux-mêmes la question du drapeau; et cependant ils avaient le droit et le devoir d'aimer le drapeau tricolore qu'ils avaient promené victorieux à travers l'Europe et qu'ils laissaient dans la défaite.

Ceux qui, en 1873, cherchaient à créer une barrière entre l'armée et M. le comte de Chambord, faisaient aussi, tous leurs efforts pour passionner l'opinion dans le pays. Leur action efficace ne s'exerçait que sur les membres de l'Assemblée nationale. Là a été le seul et véritable obstacle, se dressant entre le fils de nos rois et la nation. Ne le sentait-il pas, quand il répondait aux étranges exigences des meneurs de la Chambre ? Ce n'est pas hors de la France et sans la France que ces questions doivent être tranchées. Je me fais fort de trouver une solution compatible entre mon honneur et les aspirations du pays.

Quand pour mettre fin aux intrigues, qui pouvaient tromper l'opinion, M. le comte de Chambord dit loyalement sa pensée au pays, dans sa lettre d'octobre 1873, ceux qui détenaient le pouvoir, trouvèrent l'occasion de réaliser leurs projets. C'est après un conseil, tenu dans le cabinet de M. le comte de Paris, deux mois après qu'il avait été porté au Roi sa parole de prince et de Français, que M. le duc de Broglie a fait voter le septennat. Deux princes d'Orléans siégeaient comme députés à la Chambre.

Dans cette question, comme princes, n'auraient-ils pas dû s'abstenir ? S'ils l'avaient fait, la République n'était pas votée puisqu'elle ne l'a été qu'à la majorité d'une voix, et qu'ils étaient deux à voter pour. Les responsabilités du passé et du présent reposent toutes sur le groupe des parlementaires orléanistes et sur les princes avec lesquels ils agissaient.

Veuillez agréer, monsieur le Directeur, etc.

J. du Bouché.

Nouvelles Diverses

LE DRAME DE L'IMPASSE RONSI

Si M. le juge d'instruction André n'arrive pas à un résultat sérieux dans la ténébreuse aventure de l'Impasse Ronsi, ce ne sera pas faute de persistance. Hier il est resté enfermé de deux heures à huit heures du soir avec Mme Herr, la sœur de Mme Steinheil. Mme Herr a longuement parlé de la jeunesse de l'inculpé, de son caractère, des circonstances dans lesquelles avait été conclu son mariage, enfin de ses rapports avec leur mère, rapports qui, dans ces dernières années, étaient de plus en plus tendus.

Il est probable que les renseignements fournis par le témoin ont été intéressants, car, pour lui permettre d'éviter les journalistes que cette longue déposition avait intrigués, le substitut du Procureur a fait descendre à Mme Herr l'escalier de la scierie, l'a conduit hors du Palais et ne l'a quittée que lorsqu'elle a été en voiture.

M. André, qui est loin de désespérer d'établir la culpabilité de Mme Steinheil et de découvrir son complice, si elle en a un, a examiné, après le départ de Mme Herr, les nombreux rapports des agents qui sont allés à Belfort, à Monthélard, etc. Il n'a quitté son cabinet qu'à neuf heures.

PERQUISITIONS DANS DES CERCLES

M. Soulières, commissaire de police, chef de la brigade des jeux, a effectué l'avant-dernière nuit des perquisitions dans différents cercles non autorisés.

Il s'est rendu successivement, 13, rue d'Orfèvre, au « Club Monceau », où un certain nombre de jeunes et de jolies femmes étaient attablées autour d'une table de baccara et où il a saisi 8.000 francs d'enjeux; à « l'Association de la Fédération de la Banque et de la Bourse », rue Vivienne; à « l'Association nouvelle des beaux-arts », rue Louis-le-Grand; au « Club des arts et des sports », et à l'hôtel du « Carillon », où le mobilier et la comptabilité ont été saisis.

AU « HIGH LIFE TAILOR »

Un incident s'est produit avant-hier au coin de la rue Richelieu et des boulevards : un passant a brisé la glace de la devanture du High Life Tailor. Ce geste était une manifestation dirigée contre l'exposition faite par cette maison dans le cadre réservé aux images d'actualité d'un dessin représentant Jeanne d'Arc.

La direction du High Life, à qui nous avons demandé des renseignements, nous a déclaré ne pas s'expliquer le mobile de cette manifestation.

Il n'y avait dans le dessin, nous a-t-on dit, aucune intention d'aucune sorte et rien ne justifiait de la part de qui que ce soit un mouvement d'indignation.

PLUS DE LUMIÈRE, MOINS DE DÉPENSE

La réalisation de ce problème peut facilement se faire, puisqu'il suffit, pour être mieux éclairé et à meilleur marché, de remplacer les ampoules électriques par les « Lampes Métal », qui ne consomment qu'un watt par bougie et qui fonctionnent dans toutes les positions.

Les « Lampes Métal » de 32 bougies se trouvent chez tous les électriciens au prix de 3 francs. Pour la vente en gros, s'adresser à la Compagnie générale des Lampes, 5, rue Boudreau, à Paris.

ACCIDENT EN MER

Par suite d'une fausse manœuvre, un bateau qui sert à décharger les pleux des travaux du Métropolitain au pont Saint-Michel a échoué, à quatre heures, son arrière brisé et a été envahi par l'eau.

Les pompiers ont dû intervenir aussitôt et ont réussi à empêcher le bateau de couler.

LES FAUSSES OBLIGATIONS

Marguerite Quey, la compagne du faussaire Jules Lévy a été mise sous mandat de dépôt par M. Soubeiran de Saint-Prix, juge d'instruction.

Un imprimeur de la rue Gay-Lussac, un nommé Chézeaux, a avoué qu'il avait imprimé les fausses obligations de la Compagnie du chemin de fer du Nord. Lévy lui avait été

recommandé par un imprimeur de Lauzanne, un sieur Régamey, qui est arrêté. Gueux était sans méfiance, a-t-il déclaré, et il accepta la commande quand Lévy lui eut versé 5.000 francs d'acompte. Il tira sur la planche gravée que lui avait apportée le faussaire, environ 2.000 titres. Ce fut Lévy qui numérotait lui-même les obligations en demandant à Gueux un secret absolu.

Gueux a été écroué à la prison de la Santé.

LE CRIME DE LA RUE JEAN-BEAUSIRE

MM. Leydet et Hamard se sont rendus hier rue Jean-Beausire et ont fait le commandant d'Orléans, chef de la mission qui explora, au cours des années 1907 et 1908, la Chine occidentale et le Thibet oriental. Cette mission fut accomplie dans des conditions particulièrement difficiles, souvent périlleuses; les résultats scientifiques en sont importants.

La Société de géographie, sous le patronage duquel la mission avait été constituée, a tenu à l'honneur de recevoir ici le commandant d'Orléans et de le féliciter officiellement, à son arrivée, de la tâche accomplie. Le baron Hulot, secrétaire général de la société, s'est donc porté à la rencontre de l'explorateur, accompagné de membres de la mission précédemment rentrés en France, MM. de Fleury, lieutenant d'artillerie, chargé des études géographiques et géologiques; Lepage, breveté de l'École des langues orientales; et de Boyve, maréchal des logis, chargé de la direction du convoi.

Une réception a eu lieu ensuite dans la salle d'honneur de la Société de géographie de Marseille, à laquelle assistaient MM. Ed. Heckel, directeur de l'Institut colonial, professeur à la Faculté des sciences; le colonel Pastoureaud de Labasse, directeur de l'artillerie; M. Eugène Rostand, membre de l'Institut, père de l'auteur de *Cyano*; le commandant d'Orléans a été très fêté; il a déclaré devoir exposer sous peu à Paris les résultats complets de sa mission.

Pour se guérir et se préserver des Rhumes, Toux, Bronchites, Refroidissements, Catarrhes, Grippe, Asthme, Influenza, Phthisie, Tuberculose, pour se fortifier les bronches, l'estomac et la poitrine, il suffit de prendre à chaque repas deux GOUTTES LIVONIENNES de TROUETTE-PERRET.
3 fr. le flacon — Toutes Pharmacies

TÉLÉGRAMMES & CORRESPONDANCES

La mission d'Orléans

Marseille. — Hier est arrivé par le *Calédonien*, courrier de Syrie, le commandant d'Orléans, chef de la mission qui explora, au cours des années 1907 et 1908, la Chine occidentale et le Thibet oriental. Cette mission fut accomplie dans des conditions particulièrement difficiles, souvent périlleuses; les résultats scientifiques en sont importants.

La Société de géographie, sous le patronage duquel la mission avait été constituée, a tenu à l'honneur de recevoir ici le commandant d'Orléans et de le féliciter officiellement, à son arrivée, de la tâche accomplie. Le baron Hulot, secrétaire général de la société, s'est donc porté à la rencontre de l'explorateur, accompagné de membres de la mission précédemment rentrés en France, MM. de Fleury, lieutenant d'artillerie, chargé des études géographiques et géologiques; Lepage, breveté de l'École des langues orientales; et de Boyve, maréchal des logis, chargé de la direction du convoi.

Une réception a eu lieu ensuite dans la salle d'honneur de la Société de géographie de Marseille, à laquelle assistaient MM. Ed. Heckel, directeur de l'Institut colonial, professeur à la Faculté des sciences; le colonel Pastoureaud de Labasse, directeur de l'artillerie; M. Eugène Rostand, membre de l'Institut, père de l'auteur de *Cyano*; le commandant d'Orléans a été très fêté; il a déclaré devoir exposer sous peu à Paris les résultats complets de sa mission.

Sous la neige

Montpellier. — Depuis la récente tornade, les villages du plateau de Larzac sont envahis sous une couche de plus d'un mètre cinquante de neige et ne peuvent plus communiquer que très difficilement entre eux.

Les gendarmes du Caylas (Hérault) ayant appris que M. Allemen, maître de Saint-Félix, de Hérault, l'un de ces villages, était bloqué sans vivres, avec son domestique, dans sa ferme de Cras, résolurent de se porter à son secours. Ils partirent avec des provisions et, après des efforts inouïs, après avoir manqué plusieurs fois d'être ensevelis, ils arrivèrent près du hameau de Lièges. Guidés par des appels désespérés qui se faisaient entendre, ils découvrirent M. Allemen et son domestique, enfoncés dans la neige jusqu'aux épaules. Les malheureux, en voulant regagner le village, étaient tombés dans une fondrière de neige.

Les deux traits marquent bien toute la différence entre la royauté autoritaire des Hohenzollern et le sentiment démocratique des Wittelsbach. A Berlin, ce sont les militaires qui tiennent le haut du pavé. A Munich, ce sont les artistes.

On répondra : mais l'Etat dépense autant et plus d'argent pour les beaux-arts que les monarchies d'autrefois. Je ne sais. Mais on passe l'argent ? Des gens qui savent me racontent des histoires édifiantes. Les artistes français sont invités officiellement à exposer en Allemagne, en Angleterre. Ils acceptent. L'Etat français alloue une somme quelconque, généralement minime — mettons 20.000 francs — pour sa participation. Souvent la ville étrangère qui a convié les artistes prend à sa charge tous les frais de transport, puis la sortie des œuvres de l'atelier des artistes. On envoie un déballeur et un accrocheur de Paris. Il n'y a pas d'autres frais. On a passé l'argent qui devait servir à une sorte de représentation des délégués, leur permettant de figurer honorablement et de faire un séjour d'étude utile ? Eh bien, voilà. Il paraît que cet argent passe dans la poche de petits fonctionnaires qui ne prennent même pas la peine de se déplacer.

A une exposition que je pourrais citer, ce furent les frotteurs de parquet qui accrochèrent les tableaux. Quand les princes souverains allèrent inaugurer l'Exposition, tous les délégués étrangers se trouvaient en habit pour leur faire les honneurs de leur section. L'Etat français avait délégué trois représentants. Pas un ne s'y trouvait. On m'assure que ces faits ne sont pas exagérés.

Faut-il désigner les capitales où ils se passent ? Mais mon but n'est pas de susciter des polémiques personnelles, ni de faire rendre gorge à des ronds-de-cuir profiteurs. Je voudrais seulement forcer nos gouvernants à y réfléchir. Ce qui se passe là doit se passer en cent occasions différentes. Avec de telles mœurs, on ne s'étonne plus qu'au bout de dix années une ville comme Munich ait pu se développer jusqu'à menacer nos arts industriels, sans qu'un cri d'alarme retentissant ait été poussé à Paris.

En Allemagne, dans des cas pareils, des artistes et des administrateurs sont délégués par le gouvernement pour assister aux expositions, représenter dignement leur pays. Avec l'argent qui leur est confié, ils offrent des réceptions, achètent les plus beaux échantillons des arts exposés; puis ils rédigent des rapports circonstanciés, rapportent des catalogues, des prospectus, des dessins, des photographies. Tout cela est ensuite étudié, commenté et le résultat en est répandu dans toutes les écoles du royaume.

Jules Hurst.

(A suivre.)

Feuilleton du FIGARO du 4 Février

(45)

En Allemagne

(4)

MUNICH

XLV

LES-ARTS DÉCORATIFS A L'EXPOSITION — SUITE —

Une autre raison de notre stagnation, d'après ces artisans délégués des quatre coins de la France, viendrait de l'indifférence des industriels eux-mêmes devant cette concurrence étrangère, de leur confiance endormie dans leur supériorité, et pour beaucoup d'entre eux de leur ignorance du métier. Dans une réunion de Chambre syndicale formée de quarante-sept patrons, deux seulement connaissent leur métier et avaient touché à des outils; ils avaient soixante et cinquante-cinq ans.

L'un des congressistes me dit : — Le patron, à présent, est un monsieur assis dans un bureau, pendu au téléphone et à la sonnette. Il appelle un sous-ordre, demande qu'on lui apporte un bijou :

« Combien a-t-on mis d'heures à le faire ? »

— 150.

« Tiens ! j'ai une fiche qui me dit qu'on peut le faire en 125 heures. Congédonne-moi ce fait ouvrier. »

On en arrive avec ces procédés à une spécialisation de plus en plus grande, ce qui est la négation même de l'art. L'ouvrier produira de plus en plus vite avec de moins en moins de goût et de soin : voilà un gros danger pour l'industrie d'art française.

Comment fait-on une broche aujourd'hui ? ajoutait mon interlocuteur. Le modèle en est fourni par un dessinateur, souvent même par un marchand de dessins qui en fait exécuter à la grosse par des employés à lui. Le modèle passe ensuite aux mains du mouleur, du graveur, du ciseleur, du serfouleur. Chacun y apporte ses défauts ou ses qualités personnelles; aucune harmonie ne résulte de cette collaboration de gens complètement étrangers l'un à l'autre.

Ce qui fait la valeur des vieux objets, leur perfection, c'est justement leur harmonie. On n'a rien trouvé de plus beau que les bijoux, les jouets égyptiens, ni surtout de plus parfaitement adaptés. Les pendentifis actuels de nos grandes dames ne sont pas autre chose que la boîte à grigris de l'Africain tout nu. C'est donc un nègre qui un jour inventa le pendentif. Revenons à l'étude de la nature et au métier, et des formes nouvelles jailliront toutes seules de l'étude et de l'observation. La spécialisation, voilà l'ennemi.

Elle eut pour funeste conséquence la disparition presque absolue du métier. Exceptionnellement, on trouve encore en province des ébénistes ou des forgerons complets. A Paris, de tels ouvriers n'existent plus, et ce sont des étrangers, Allemands, Belges, Luxembourgeois, qui remplacent dans nos ateliers les ouvriers français mal préparés.

Il ne faut pas condamner l'industrie qui n'est qu'une résultante des conditions de la vie moderne. Nous admettons très bien qu'il faille aujourd'hui, dans bien des cas, produire vite et à bon marché pour lutter contre les concurrents que n'échouent pas les scrupules d'art. Mais même cela, le fait-on ? Pas du tout ! Je pourrais vous citer une maison étrangère, installée à Paris, sur les boulevards, et qui fait 25 millions d'affaires par an en modern-style économique, au nez et à la barbe de ses concurrents parisiens. Nous ne nous défendons même pas sur le terrain de la camelote d'art industriel. Au moins luttons pour notre prestige d'artistes, en conservant à nos artisans d'art la première place. La plupart des ouvriers ne peuvent pas prétendre à devenir des artistes. Laissons donc les manœuvres aux machines et à la spécialisation, et cultivons l'élite de nos artisans français par un enseignement rationnel et complet.

« Ici on pousse si loin l'enseignement technique qu'on voudrait imposer à tous les élèves de l'École des arts décoratifs un stage préalable de trois ans dans une fabrique ou un atelier industriel. L'École ne leur serait ouverte qu'ensuite. On a, en effet, observé que les meilleurs élèves sont ceux qui ont fait ce stage. »

Sortis des écoles municipales où l'on ne forme que des artisans proprement dits, les élèves deviennent, d'excellents ouvriers d'art et des contremaîtres, possédant à fond leur métier. Ceux qui, sortis des écoles municipales, sont entrés à l'École des arts décoratifs de l'Etat, deviennent des professeurs, des directeurs d'usine, des chefs d'atelier. Les femmes entrent chez les orfèvres ou les fabricants de dentelles ou de porcelaine. Les patrons favorisent de tout leur

« Les élèves payent 50 francs par an. L'enseignement, suivant les cas, dure d'un an à quatre ans. »

pouvoir les écoles d'apprentissage sachant bien qu'ils en auront tout le profit. Ce sont eux qui alimentent les petits musées des classes; ils donnent à leurs apprentis toute la latitude nécessaire pour suivre régulièrement les cours. S'ils s'y refusaient, la loi, d'ailleurs, les y obligerait. Mais non seulement ils s'y prêtent avec enthousiasme, mais encore ils en profitent dans une école de Munich un cours d'électricité appliquée à l'horlogerie, quarante patrons horlogers de la ville assistent aux leçons.

Bien mieux, ils consentent, d'accord avec les artistes munichois et guidés par eux, à réagir contre le mauvais goût qui durant de longues années fit à l'Allemagne une si mauvaise renommée qui dure encore, et dépeçons-nous de le dire, à juste titre. Lors de l'Exposition, il fallait faire une grande sélection des objets exposés. Deux ans avant l'ouverture, les artistes chargés de cette besogne allèrent trouver les industriels : « Montrez-moi, leur disaient-ils, ce que vous voulez exposer. » On leur montrait parfois des choses affreuses.

« Vous ne pouvez exposer cela. » L'industriel le prenait de haut :

« Mon père pourtant a toujours fait ainsi... »

« Il faut exposer autre chose ou vous abstenez. »

« Que dois-je faire, alors ? »

« Je vous enverrai un artiste qui vous soumettra des modèles présentables. »

« Personne ne me les achètera. »

« C'est ce que nous verrons. Il faut d'abord montrer au public qu'il existe, même dans votre commerce, de jolies choses. »

L'industriel se laissait convaincre et quelque temps après venait, ravi, montrer ses nouveaux modèles à l'artiste organisateur.

La même collaboration des artistes et des industriels se fait aujourd'hui sentir à Munich dans toutes les branches de l'industrie, et finalement ils imposeront leur goût au public, au lieu de se laisser dominer par le mauvais goût général.

**

Que faut-il conclure de tout ce qui précède ?

Voilà un fait avéré, nous nous sommes laissés distancer dans le commerce et l'industrie par les Anglais et les Allemands, et nous allons bientôt perdre notre dernière supériorité : l'industrie d'art. Il n'y a presque plus d'ouvriers en France; l'apprentissage est mort, l'enseignement théorique a tué la technique, le verbalisme a schématisé l'effort manuel, la spécialisation a ruiné et stérilisé l'imagination créatrice, nous vivons sur notre passé, nous ne produisons plus rien de nouveau.

Pendant ce temps, les autres travaillent, cherchent, se trompent, recommencent, produisent, produisent sans cesse. Ils font des enfants, tandis que nous ne nous

